

102 62 138

# PEROU SOCIALISTE



- ☆ DECLARATION POLITIQUE  
DU **MIR** 1971.
- ☆ COBRIZA : REPRESSION  
CONTRE LES MINEURS.
- ☆ LA LOI DES  
TELECOMMUNICATIONS.
- ☆ TUMAN
- ☆ REUNION DES "77" A  
LIMA.

# MIR

409 9102  
 MOVIMIENTO DE IZQUIERDA REVOLUCIONARIA  
 MOUVEMENT DE LA GAUCHE REVOLUTIONNAIRE

**N° 1**  
 AVRIL  
 1972

## P R E S E N T A T I O N

3,80

Le noyau de Paris du Mouvement de la Gauche Révolutionnaire (MIR) continue sa tâche d'information qu'il a entreprise depuis d'un an, en présentant le premier numéro de Perou Socialiste. En effet; cette publication remplace et en même temps représente une amélioration de la revue LUTTE ARMEE qui est entrée en circulation en 1971 (amélioration dans la mesure où nous essayons maintenant de passer à des analyses concrètes, ce qui nous semble un saut qualitatif).

PEROU SOCIALISTE, notre organe à l'extérieur, essaiera d'informer des principales luttes du prolétariat et du paysannat dans sa perspective de libération. Nous essaierons d'informer politiquement des principaux faits de notre conjoncture actuelle, de montrer les positions du MIR, par ses actions dans les luttes concrètes contre l'impérialisme, la bourgeoisie native et le gouvernement.

Du fait la conscience que nous avons que le processus péruvien actuel peut prêter à confusions (et s'y prête souvent), par les "déficiences" de l'information, notre but est également de démystifier ce qu'on appelle "la révolution péruvienne". Nous tenterons donc de situer la pratique "révolutionnaire" des militaires dans ses limites exactes, c'est à dire, dans les limites des intérêts de classe qu'ils défendent.

Le changement de nom de notre organe officiel obéit à des considérations de type politico-idéologique que, sans aucun doute, il est très important de communiquer aux camarades européens et au public en général.

Notre organisation naît dans un moment historique caractérisé par la lutte de libération nationale des peuples exploités contre l'impérialisme. En Amérique Latine l'impérialisme se présentait comme une version réformiste, provoquée par le kennedysme, ayant comme objectifs évidents: d'abord de contenir l'ascension du mouvement populaire latinoaméricain et péruvien en particulier et, également de freiner la montée révolutionnaire déclanchée par la victoire de la Révolution Cubaine qui, avait osé rompre les chaînes de la dépendance et domination impérialiste. C'est avec ces objectifs que s'est créée la tristement célèbre Alliance pour le Progrès qui, en collaboration avec les bourgeoisies latinoaméricaines, avait initié quelques réformes à travers les investissements de capital américain. Dans ce contexte, en 1963, s'instaure au Perou un régime réformiste représentant les intérêts de la bourgeoisie industrielle dépendante, avec l'appui inconditionnel du PC. Pour la première fois dans l'histoire nationale, la bourgeoisie agraire exportatrice importatrice ne contrôlait plus le Pouvoir Exécutif et, dans cette situation, se replia au parlement en empêchant la réalisation des timides réformes de la bourgeoisie industrielle. L'apparition du MIR (1961) sur la scène politique nationale correspondit à l'absence d'une direction révolutionnaire et à la montée des luttes popu-

laïres, spécialement dans la zone paysanne du sud du pays. Le parti apriste (APRA) qui apparaissait à la fin des années 20, comme l'expression des intérêts de la petite bourgeoisie, était devenu un parti constitutionnel anticommuniste servant, en plus, les intérêts de l'impérialisme et de l'oligarchie traditionnelle. En même temps, le PC, constituait un instrument docile du stalinisme et sa politique, moins que jamais, représentait une alternative révolutionnaire du prolétariat et des autres classes exploitées.

La lutte révolutionnaire cubaine, fondamentalement de caractère armé, apparut comme l'antithèse de la ligne "pacifico-électorale" du communisme traditionnel. Ce fut une démonstration claire que pour se libérer du joug impérialiste, il y avait un seul chemin: la lutte armée; et que, donc, la thèse des PC ne pouvait faire autre chose que conduire le prolétariat et les autres classes exploitées, à la défaite inéluctable. Nous sommes nés et nous nous sommes consolidés sous l'influence très forte de la Révolution Cubaine. Le saut qualitatif fut très grand (des thèses électoralistes des PC à la thèse de la voie armée cubaine) pour le mouvement révolutionnaire latinoaméricain et, en même temps, notre pensée révolutionnaire était tellement sclérosée par notre pratique antérieure, que nous n'étions pas en conditions de tirer les conclusions véritables de 1959. Ainsi, dans la pratique, on a "transféré" l'expérience cubaine à la réalité péruvienne.

La "voie armée" (identifiée d'une façon erronée à la guerre des maquis sous le nom de "foquisme") se présentait, à l'époque, comme la vraie position révolutionnaire, comme la caractéristique de la gauche révolutionnaire latinoaméricaine naissante; elle se présentait comme l'unique alternative à la "voie électorale". C'est ainsi que les conditions ont été délimitées, d'un côté les révisionistes et quelques organisations "progressistes" et, d'autre, la gauche révolutionnaire, qui soutenait la lutte armée. Ou on était pour la lutte armée ou on était contre. Dans le premier cas on avait une position nettement révolutionnaire et dans le second elle était tout simplement réactionnaire; c'était la situation en Amérique Latine au début des années 60.

La contradiction voie armée-voie électorale (de caractère principal pour la gauche latinoaméricaine) nous empêchait (en tenant compte de notre capacité critique réduite et de la pire pratique de la lutte de classes) de voir les contradictions de type secondaire, c'est à dire celle qui existaient entre les différentes formes et méthodes de lutte armée. Dans ces conditions il y eut identification entre "lutte armée" et la forme spécifique que celle-ci avait prise dans la révolution cubaine: le foyer guerrillero. Et comme dans cette expérience nous nous constituions en avant-garde politico-militaire et dans un acte de volontarisme, nous déclarions initiée la période insurrectionnelle. C'était au mois de Juin de 1965.

Jusqu'à 1965, le Gouvernement Belaunde avait perdu partie de son "prestige" initial. La solution au problème du pétrole n' avait même pas été posée; la contradiction entre le pouvoir exécutif (contrôlé par la bourgeoisie industrielle) et le pouvoir législatif (aux mains de l'oligarchie traditionnelle) commençait l'impasse "démocratique"; le mouvement étudiant était entré dans un processus de radicalisation idéologique; seulement la réforme agraire initiée en 1964 gardait certaine validité (ceci a eu une incidence directe sur la diminution du mouvement paysan); finalement la croissance industrielle commencée au début de la décadedeconservait une impulsion très forte (cette croissance "cachait" un peu les contradictions profondes de notre économie dépendante et déformée).

Le revers souffert en 1965 a fondamentalement des causes de type politico-idéologique. Notre dédain objectif pour les masses populaires, notre non-compréhension de la nécessité absolue de nous lier à elles par un travail patient de participation à ses luttes directes, etc.... nous ont conduit à nous isoler des masses. Dans cette situation le seul facteur "agissant" et "pensant" était, selon l'avant-garde, elle-même. Cet isolement, non seulement nous a empêché de corriger nos conceptions erronées originelles mais aussi nous a conduit à des erreurs politiques. Produit de notre subjectivisme nous avons fait des évaluations très "optimistes" sur la conjoncture, sur la potentialité révolutionnaire des masses, sur l'accès spontané à des niveaux de conscience supérieurs; nous avons été très peu rigoureux dans l'évaluation de nos propres forces et celles de l'ennemi, extrême confiance où les organisations de "gauche" allaient se joindre à la lutte initiée par nous et l'EIN, etc. Si à toutes ces erreurs nous ajoutons celles commises sur l'évaluation de la conjoncture générale du pays, c'est-à-dire: d'un côté, nous avons entrepris des actions armées dans un moment de relatif "repos" du mouvement populaire comme conséquence des perspectives créées par le gouvernement "progressiste" de Belaunde et, d'un autre côté, l'idée erronée selon laquelle la "bourgeoisie nationale" allait provoquer la crise de la classe dominante à cause de ses contradictions avec le secteur oligarchique financier-foncier, nous comprendrons aisément le pourquoi de notre revers relativement rapide en 1965.

Cependant, ceci ne fut pas compris de cette façon dans la période immédiatement postérieure à l'année 65. A l'époque nous "expliquions" le revers par deux raisons principales. D'un côté, l'indifférence presque complète (pour des raisons non expliquées clairement) des masses populaires face à notre effort désespéré pour libérer le pays de la domination impérialiste. D'un autre côté, les facteurs liés à la question militaire proprement dite, c'est-à-dire: notre énorme faiblesse face à l'armée de la bourgeoisie, les erreurs inoubtables effectuées au niveau de la tactique militaire, notre connaissance réduite des zones-scènes des actions, l'insuffisance de notre appui logistique, etc, etc. De

toute façon, les deux types de raisons s'influençaient mutuellement mais ceci fut également mal compris. En effet, à l'époque, nous comprenions la défaite comme conséquence des seules erreurs de tactique militaire.

Au moins quatre raisons ne nous ont pas permis de voir le sens véritable du revers. Celles-ci s'unirent dialectiquement pour nous empêcher de comprendre notre échec militaire.

En premier lieu, la réalité semi-féodale du pays ne s'était pas modifiée fondamentalement à la fin de l'expérience (il convient de signaler que notre pays n'était pas autre chose qu'un pays capitaliste déformé; la conception de la féodalité reposait sur des bases fausses). Ainsi toutes les analyses fausses sur notre réalité (analyse de la féodalité, économie duelle, etc.. avec lesquelles nous sommes allés au combat) restaient dangereusement "valables". En-second lieu, en 1966 l'expérience guerrillera latinoaméricaine n'était pas encore "historiquement épuisée". Les guérillas au Venezuela, en Colombie, en Amérique Centrale, au Brésil et ensuite la Bolivie, confaïraient certaine validité historique. En troisième lieu, la direction cubaine continuait à appuyer (même à encourager) la création de foyers guerrilleros. Finalement, en quatrième lieu, nos meilleurs cadres politiques étaient mort au combat, les survivants ayant été fait prisonniers ou étant disséminés sans la possibilité d'extraire les enseignements véritables et profonds de notre expérience.

Dans ces conditions notre maturation politico-idéologique fut presque nulle. Ainsi en 1967 une tendance "foquiste" fut adoptée et, malgré cela, ne fut pas concrétisée dans la pratique parce que la direction élue opta, quelques mois plus tard et par pur opportunisme, pour des positions pseudo-maoïstes. Les contradictions entre la ligne politique et la pratique concrète, ont confondu les dirigeants et la base en général, ce qui provoqua une crise aigue de l'organisation. C'est seulement en 1968 que nous avons fait un pas en avant dans la maturation de notre pensée révolutionnaire en reconnaissant le caractère capitaliste dépendante de notre société et le contenu socialiste de notre révolution. Cependant, en ce qui concerne nos orientations de caractère militaire, nous étions encore des "orthodoxes": une forte orientation militariste persistait. Rien d'étonnant à ce qu'une des premières tâches ait été le "renforcement politico-militaire" pour être en conditions de redémarrer la lutte armée.

Dès à en 1969, à un an du Gouvernement Militaire, les conditions signalées précédemment en quatre points, s'étaient modifiées considérablement. Les réformes réalisées par la Junte et les changements qu'elle provoquait dans la pratique de la lutte des classes, nous ont obligés à, d'abord, définir plus clairement nos analyses sur la réalité nationale et mondiale et aussi, à autocritiquer nos conceptions sur la pratique révolutionnaire elle-même. Des problèmes comme la question du parti, la relation avant-garde - masses, la relation entre

travail politique et travail militaire, etc... se situent à nouveau au centre de notre polémique politico-idéologique. Avec les défaites des expériences guerrilleras en Bolivie, en Colombie, l'impasse de la lutte au Brésil et la stagnation du groupe de Douglas Bravo au Venezuela, etc... l'expérience guerrillera latinoaméricaine était entrain d'agoniser. La direction cubaine, après la mort du Che en Bolivie, n'appuyait plus comme avant la "latinoaméricanisation" de sa propre expérience. Finalement notre organisation s'était consolidé quantitativement et aussi, dans une certaine mesure, qualitativement. Malgré tout cela, l'éclaircissement politico-idéologique total, et donc, le saut qualitatif ne s'était pas encore donné.

Pendant cette période d'intense lutte interne, de nouvelles conceptions révolutionnaires commencèrent à surgir. Bien qu'embryonnaires, ces positions représentaient une évolution vers des positions prolétariennes (caractérisées par l'effort pour surmonter notre déficience et/ou déviations idéologiques qui se trouvaient à la base de la défaite du 65, dont nous avons parlé brièvement déjà). Cependant certains secteurs de l'organisation, les plus dogmatiques et anti-historiques (ils prétendent ignorer les leçons de notre propre pratique), continuent à soutenir des positions "militaristes". Durant 1970, progressivement la lutte gagna tous les niveaux mais, malheureusement, nous étions encore loin d'un éclaircissement complet. Mais dans ce contexte confus une idée commençait vraiment à prendre forme: la défaite des guerrillas de 1965-66 n'était pas seulement le produit de conceptions erronées sur le terrain militaire mais plus fondamentalement sur le terrain politico-idéologique. Mais pourquoi alors, si l'Organisation avait déjà commencé un processus implicite d'auto-critique, le noyau de Paris, fin 1970, publia l'organe officiel du MIR à l'extérieur sous le nom de PEROU-LUTTE ARMEE?

En premier lieu, il est nécessaire de dire que le noyau de l'organisation, bien qu'il n'ait pas été mêlé complètement dans la lutte directe interne, participait au processus contradictoire de maturation politico-idéologique suivi par l'ensemble du MIR. En plus de ces conditions de base, il y a eu quelques raisons qui déterminèrent cette dénomination.

Les réformes réalisées par les militaires péruviens, ornées d'un verbalisme extrêmement démagogique ont produit une grande confusion aussi bien à l'extérieur qu'à l'intérieur du pays. Les militaires se sont auto-intitulés "révolutionnaires", mais leur réformisme et leur démagogie tombaient à l'eau quand, face au mouvement populaire, ils montraient clairement leur caractère répressif anti-populaire et bourgeois. Pour nous, il s'agissait toujours de l'armée ennemie et donc, une victoire prolétarienne passait nécessairement par sa défaite. Finalement il était toujours aussi sûr que la seule façon de la vaincre passait toujours par la lutte armée. Une raison de plus pour réaffirmer notre conception fondamentale était la nouvelle trahison du PC qui prétendait (et qui prétend encore...) que nous nous trouvions dans l'étape de la révolution "démocratique et bourgeoise" et que

celle-ci était, rien de plus et rien de moins que l'antichambre de la révolution socialiste. Par ailleurs, au sein même de notre organisation certaines positions et conceptions avaient pris forme; elles dénontraient une sérieuse confusion et également une déviation économiciste très grave. Avec le prétexte que "l'aspect politique commande l'aspect militaire" (ce en quoi nous sommes d'accord), on laissait de côté la spécificité du second aspect. On s'empêchait ainsi de trouver la relation correcte entre travail politique et travail militaire.

Mais la dénomination PEROU LUTTE ARMEE pour notre organe officiel, comportait une série de difficultés que nous avons réussi à comprendre quelques temps ensuite. En ne spécifiant pas notre conception face à la lutte armée et en tenant compte de l'expérience latinoaméricaine et celle de notre Organisation pendant les années 60, nous faisons une réaffirmation (qui bien qu'involontaire, était toujours une réaffirmation) de nos thèses originales sur la lutte armée: la guerre de guerrilla. En plus, et c'était peut-être le plus grave, on pouvait interpréter qu'il existait une action armée poursuivie par notre Organisation. Ou au moins qu'existaient les "conditions" traditionnelles considérées comme "nécessaires" ou que, finalement, le MIE agissait selon cette perspective.

Tout ceci se situait en dehors de la réalité: tout ce qui concernait la situation conjoncturelle du pays et de notre Organisation. Ceci dit, notre position face à la question de la lutte armée est claire: c'est la seule voie qui peut nous conduire à la prise du pouvoir. Mais lutte armée n'est pas synonyme de guerre de guerrillas, celle-ci est seulement une modalité de lutte armée et, en plus, guerre de guerrillas ne signifie pas nécessairement "foyer fuerrillero". La victoire finale sur la bourgeoisie pourra être atteinte seulement avec le peuple armé, sous la direction du parti du prolétariat et après une longue lutte. Dans celle-ci, les guerrillas seront seulement un aspect, pas l'unique ni nécessairement le principal.

Le progrès réalisé dans notre conception sur la question armée s'insère dans un éclaircissement général sur nos conceptions révolutionnaires globales (voir Déclaration Politique 71, dans ce même numéro). Ce sont les formes concrètes de la pratique de la lutte de classes, pendant les trois dernières années, qui nous ont fait mûrir politiquement et idéologiquement. A ses origines le MIR caractérisa notre société comme "semi-féodale" et "semi-coloniale". Ainsi la révolution devait avoir, dans sa première étape, l'objectif de "liquidation du régime féodal et l'expulsion de l'impérialisme américain". C'est à dire que nous soutenions la révolution démocratique de nouveau type, la révolution anti-féodale et anti-impérialiste. Nous posions le principe que "quand nous aurions réalisé ces objectifs, nous entreprendrions l'autre étape vers le socialisme". Le socialisme se présentait ainsi, comme une étape postérieure et différenciée de la première, et en même temps séparée dans la mesure où les tâches socialistes ne pouvaient pas être envisagées avant de terminer les tâches "démocratiques d'un nouveau type".

avant de terminer les "tâches démocratiques de nouveau type". Les tâches de cette étape auraient été dirigées par l'alliance ouvrier-paysanne à l'intérieur d'un "front unique". On parlait du principe que dans nos sociétés les conditions objectives révolutionnaires étaient données et qu'il manquait seulement la création des conditions subjectives. Le catalyseur de ces conditions subjectives était la lutte armée guerrillera; à partir de ce point de vue nous laissons complètement de côté (parce qu'inevitable) toute participation directe à la lutte de classes quotidienne. La question de la nécessité du parti révolutionnaire pour la prise du pouvoir ne fut pas posée clairement; on ne niait pas le principe du besoin de celui-ci mais concrètement on ne faisait rien pour sa construction. On stipulait que le "parti se rait construit dans la lutte elle-même et que le MIR était un facteur formatif".

Des études marxistes récentes relatives au problème de la féodalité latinoaméricaine (ou plus précisément de quelques pays) nous ont fait réfléchir sur la véritable nature de nos formations sociales. Dans ces travaux on essayait de démontrer notre véritable caractère capitaliste; les réformes bourgeoises apportées par la Junte Militaire renforçaient la véracité de ces analyses. Finalement c'est la montée, chaque jour plus importante, du prolétariat comme force principale de la lutte sociale ce qui nous confirme irrévocablement que notre formation économique et sociale est, avant tout, de prédominance capitaliste. Ainsi le prolétariat étant la force principale, la lutte révolutionnaire est pour le socialisme. Les tâches anti-impérialistes doivent être posées en fonction des objectifs socialistes. Nous soutenons donc qu'il n'y a aucune barrière entre la tâche de libération nationale et l'accomplissement de quelques tâches socialistes importantes. Nous posons le principe que notre Gouvernement devra prendre la forme d'une dictature du prolétariat, bien qu'au début (tactiquement) nous luttons pour un Gouvernement Révolutionnaire des Travailleurs. Ceci avec le but de gagner l'appui de l'ensemble de nos forces populaires. Tout ceci a comme prémisses fondamentales la participation directe dans la lutte de classes et, dans celle-ci, la construction de parti de la révolution. Ceci est, dans les grandes lignes, notre actuelle conception révolutionnaire.

Nous repoussons fermement la dénégation des "militaires révolutionnaires" qui prétendent construire une société "non capitaliste et non communiste". Cette formule dénégative seulement prétend dissimuler le caractère réformiste du régime; c'est-à-dire, la volonté de réaliser une série de réformes qui, sans sortir du cadre capitaliste de l'économie péruvienne, conduisent à un "développement soutenu" unique moyen de lutter contre le communisme. Le MIR repousse l'utopie petite-bourgeoise de la "troisième voie". Dès en 1928, Mariategui disait: "le mot même de révolution, dans cette Amérique des petites révolutions, prête à beaucoup de confusions. Nous devons la revendiquer rigoureusement et de façon intransigente (.....). La révolution latinoaméricaine ne sera

rien de plus qu'une étape, une phase de la révolution mondiale. Ce sera purement et simplement, la Révolution Socialiste".

C'est pour cela qu'actuellement, face à la démagogie de la "troisième voie" nous affirmons avec Mariategui qu'une telle voie n'existe pas. Que la seule voie du prolétariat est, quand il veut sa libération complète, la voie socialiste. Alors, notre objectif est le socialisme et nos efforts sont dirigés vers la construction d'un PEROU SOCIALISTE.

EN plus, nous sommes conscients que la révolution socialiste ne pourra point s'arrêter dans notre pays; celle-ci suppose nécessairement la réalisation de celle de l'Amérique Latine et du Monde entier, car en l'absence des deux dernières, la notre sera étouffée et déformée.

---

la redaction

---

## INTRODUCTION

Après avoir expliqué les motivations du nouveau nom de notre organe à l'étranger, nous allons présenter brièvement le contenu de ce premier numéro de PEROU SOCIALISTE.

Après avoir publié les Déclarations Politiques de notre Organisation correspondant aux années 1969 et 1970, il nous paraît nécessaire de vous faire connaître celle de 1971. Vous pourrez ainsi suivre l'évolution de la situation au Pérou et celle de prises de position de MIR deux ans et demi après le coup d'Etat Militaire. La ligne politique de notre organisation, face à la situation politique générale et à la Junte Militaire en particulier, sera ainsi clairement définie.

Les événements de Cobriza de novembre dernier, un des grands gisements de cuivre péruvien exploité directement par l'impérialisme nord-américain, sont encore présents dans tous les

---

esprits. Les travailleurs mobilisés par leurs syndicats exigent une augmentation de salaire et de meilleures conditions de travail; ils furent victimes d'une sanglante répression policière. Ces luttes ont montré au peuple et à la gauche révolutionnaire le secteur dont, actuellement, les contradictions sont les plus fortes et où la présence de l'avant-garde révolutionnaire est le plus nécessaire.

Mais ce secteur n'est pas le seul à indiquer le durcissement de la lutte de classes; dans la coopérative sucrière de Tuman, les travailleurs ont développés des fortes luttes contre les mauvaises conditions de travail, la bureaucratie administrative, et le caractère arbitraire du régime militaire. La réponse du Gouvernement a été la répression; face à ceci, le prolétariat répondit de manière énergique avec l'appui combatant des travailleurs des autres coopératives de la région.

En ce qui concerne la "Réunion des 77", tenue à Lima et à laquelle ont participé les représentants des gouvernements des pays exploités, afin de discuter bourgeoisement des problèmes des pays dits du Tiers Monde, le MIR juge nécessaire de dénoncer cette mascarade et son esprit de conciliation avec les USA.

Pour terminer, une des dernières mesures dictées par la Junte Militaire est la "loi générale sur les informations transmises par radio et télévision. Par cette loi, le Gouvernement nationalise une partie importante des moyens de communication de masses, s'attribuant ainsi le droit de diffuser l'information directement et à sa guise, imposant en même temps plus efficacement encore son idéologie "nationaliste et collaborationniste" aux masses populaires.

Paris, avril 1972

la rédaction.

# déclaration politique du MIR (1971)

Nous vivons l'époque de la fallite finale de l'imperialisme, ultime étape du capitalisme comme système mondial, et du triomphe de la révolution prolétarienne changeant actuellement les formes de sa domination économique, politique et idéologique, l'imperialisme marche vers sa déroute finale. La surproduction, l'excès de capitaux et la concurrence sur les marchés, le conduisent à essayer d'intégrer brutalement toutes les économies sous son contrôle. L'excès de production de machines, l'oblige à pousser l'industrie de guerre et à provoquer des conflits locaux de type conventionnel pour les consommer en conservant ses profits. Le système effrené d'accumulation concentre rapidement la production, faisant des monopoles multinationaux la cellule de base de l'économie mondiale. L'imperialisme en arrive même à détruire des aliments et des produits de consommation de base, condamnant la population des pays opprimés et des pays hautement industrialisés, à la pauvreté, la misère et à la faim. Les marchés étant réduits par l'URSS, la Chine populaire, les pays d'Europe orientale et par les peuples qui luttent pour leur libération nationale et le socialisme, l'imperialisme répond agressivement par des invasions, des massacres et des guerres genocides dans un vain effort d'arrêter l'histoire. La concurrence entre pays imperialistes et entre groupes monopolistiques mondiaux, ne fait qu'exacerber et rend manifeste la nature irrationnelle d'un système contraire aux peuples du monde.

Le capitalisme a cessé de coïncider avec le progrès. Une nouvelle force surgie de ses propres entrailles, est appelée à créer de nouvelles voies d'avancée dans l'histoire de l'humanité. Le prolétariat a déjà entrepris, au niveau mondial, la négation révolutionnaire du capitalisme dans les pays imperialistes et dans les semi colonies, dans les pays libérés par la grande vague anti-colonialiste, dans les pays

en marche vers le socialisme, le prolétariat lutte pour forger une nouvelle société, sans exploités ni exploités, sans classes sociales, orientant les peuples sous ses objectifs historiques.

Actuellement l'axe impérialiste est concentré dans les Etats Unis d'Amérique du Nord. C'est là le principal ennemi des peuples du monde, ce gendarme du système. L'impérialisme yankee affronte de l'intérieur une crise économique, sociale, politique et morale profonde. Sur son propre territoire, les secteurs les plus conscients du prolétariat, la population noire, le mouvement étudiant, les intellectuels progressistes, luttent tenacement contre la politique guerrière et spoliatrice de leur gouvernement.

Entesé dans le Sud Est asiatique, devant l'héroïque résistance du peuple vietnamien, freiné au Moyen Orient, sa domination politique affaiblie en Amérique Latine, chaque fois plus repudié et mis à l'écart par les peuples du monde l'impérialisme yankee se bat désespérément pour la survie du système et ce, même au prix d'une conflagration mondiale.

Ainsi, l'échec de l'Alliance pour le Progrès et des gouvernements réformistes basés sur la politique bumedyenne, qui n'était autre qu'une alternative réformiste face au victorieux exemple de la Révolution Socialiste Cubaine a été complet. Face à la violente montée des luttes populaires latinoaméricaines des dernières années, dont le mouvement guerrillero continental est l'expression la plus claire, le système démocratico-représentatif mis en place par l'impérialisme et les bourgeoisies intermédiaires, a dû céder le pas à des essais plus efficaces destinés à sauver le système. Deux faits ont conditionné les nouvelles variantes politiques prédominantes sur le continent: 1) la toute puissance de l'impérialisme yankee en matière d'investissement industriel et commercial (sans abandonner sa domination traditionnelle du secteur minier important) ce qui a produit dans les deux dernières décades une dénationalisation, chaque fois plus marquée, des secteurs industriels de la bourgeoisie; 2) la faiblesse de sa domination politique, comme conséquence de sa crise au niveau mondial et de la montée des luttes populaires latinoaméricaines.

#### REFORMISME EN UNIFORME

L'Amérique latine a vu dans les années récentes, le surgissement de gouvernements formés en commun par la bureaucratie militaire et civile, qui à partir de l'appareil d'état prétendent développer une politique de réforme et d'aménagement du système capitaliste, destiné à saper la "subversion communiste". La crise de la démocratie représentative ouvre de fait les portes à ce type de régimes militaires. Des secteurs de la bourgeoisie impérialiste, principalement les groupes industriels, les bourgeoisies créoles liés à

l'industrie manufacturière et au commerce, les couches petit bourgeois et de la classe moyenne participant à l'état, s'agglutinent en front qui lutte visant à remplacer les groupes traditionnels et ce au nom du "nationalisme" et du "développement économique". Au Brésil et en Argentine, les pays les plus industrialisés de la zone, les gouvernements militaires ont pris une allure résolument "gorilles", face à de vigoureux mouvements populaires. Au Pérou, pays peu industrialisé aux rapports de production pré-capitalistes dans les campagnes affectant la moitié de la population, le gouvernement militaire se présente comme le modernisateur du capitalisme et le frein de la montée de la lutte des masses. En Bolivie le régime militaire tente de jouer le même rôle, mais dans un pays qui il y a deux décades, a fait l'expérience de la révolution bourgeoise frustrée. Dans tous les cas, la technocratie militaire dont le développement au cours de la dernière décade correspond aux exigences de la guerre moderne, fait un rôle dynamique dans cette nouvelle version réformiste.

#### SITUATION REVOLUTIONNAIRE INMINENTE

Ces phénomènes font que toute l'Amérique latine vit une période pré-révolutionnaire. Au Brésil, le régime est devenue une dictature fasciste qui assassine, réprime et torture les combattants populaires, tentant d'arrêter le développement de la lutte de guérilla. En Argentine, le gouvernement est confronté à une crise chaque fois plus forte, face aux poussées du mouvement ouvrier et des actions armées des organisations révolutionnaires. En Uruguay, les Tupamarus ont fait chanceler le gouvernement de Pacheco Areco et ont fini par le désorganiser et le réduire à l'impuissance devant la crise économique et la montée de la lutte de masses. En Colombie et au Venezuela les mouvements armés n'ont pas pu être éliminés au cours des années. L'Équateur connaît une crise politique profonde. Mais c'est surtout au Chili et en Bolivie que la conjoncture révolutionnaire est la plus imminente. Au Chili, le gouvernement d'Unité populaire a remporté une victoire électorale sur la droite au terme d'une alliance entre partis de formation diverse: petit-bourgeoise-réformiste, susceptible de constituer une direction marxiste leniniste. Mais gagner le gouvernement, ne signifie pas conquérir le pouvoir politique et économique. Si le régime d'Allende continue à appliquer son programme et affecte substantiellement les intérêts impérialistes et de la bourgeoisie chilienne, le choc violent avec les instruments politiques et répressifs au service de la domination impérialiste survendra inévitablement. C'est pourquoi le MIR chilien entend développer la mobilisation et l'armement des masses populaires afin de vaincre la bourgeoisie et l'impérialisme dans l'imminente lutte pour le socialisme. En Bolivie d'autre part, l'Assemblée populaire a été capable de réunir sous les consignes de socia-

lisme et de lutte armée, 100,000 travailleurs, paysans, étudiants et intellectuels, le 1er Mai dernier, posant sans équivoques une alternative de pouvoir face au régime du général Torres. Le puissant mouvement populaire bolivien affronte la question de la domination impérialiste sur le pays frère du Sud.

En Amérique latine, malgré les successives tentatives réformistes on vit indubitablement une marche accélérée vers une situation révolutionnaire qui peut éclater très bientôt. C'est le développement de la situation mondiale, de l'évolution des propres contradictions latinoaméricaines et de la politique des avants-gardes proletariennes et révolutionnaires en lutte dans les différents pays du continent, qui permettra que la conjoncture débouche sur le triomphe ou la déroute de la seconde révolution socialiste latinoaméricaine. Ceci est l'une des constatations les plus importantes qui orientent et définissent notre position actuelle.

#### L'AVENEMENT DE LA JUNTE MILITAIRE

Le Pérou est un pays semi-colonial faisant partie du système dont l'axe de domination est l'impérialisme yankee. Son développement capitaliste a été déformé et conditionné par les dominations successives de l'Espagne, de l'Angleterre et des Etats-Unis. Sa structure économique présente des formes diverses de rapports de production, depuis le capitalisme monopoliste, soutenu par les investissements impérialistes, jusqu'aux formes pré-capitalistes, concernant près de la moitié de la population, qui vit de l'agriculture et on trouve même les communautés primitives de quelques tribus sylvestres. Cette structure économique attardée et sous-développée peut être caractérisée comme typique du capitalisme dépendant.

C'est dans le cadre de ces caractéristiques propres à notre pays et après l'échec du réformisme de Belaunde, que l'avènement de la Junte Militaire au pouvoir, avec ses orientations économiques et sociales, trouve son application.

C'est vers 1957 que l'on commence à assister à la montée du mouvement populaire dans le pays. Le mouvement paysan se présente dès les années 57 et 58 comme une force puissante et vigoureuse. Le commandant général Luis de la Puente jouera un rôle de tout premier plan dans les luttes paysannes de Talambo (au nord du pays) qui se heurteront à la répression fasciste. Début 1960, Hugo Blanco développe à la Convencion, son travail en milieu paysan, ouvrant ainsi une période de montée irrésistible des luttes paysannes qui révèlent crûment le caractère explosif des contradictions économiques et sociales à la campagne. Avec la victoire de la révolution cubaine s'affirme dans

Le pays le mouvement populaire et révolutionnaire de la classe ouvrière, des étudiants et des travailleurs des villes, tandis qu'apparaissent des nouvelles organisations politiques. La naissance en 1959 de l'APRA Rebelle, qui fin 60 se transforme en MIR, est une claire démonstration de la montée du mouvement populaire pendant cette période.

#### LE REFORMISME BELAUNDISTE ET LES GUERRILLAS DE 1965.

Le réformisme belaundiste l'emporte aux élections de 1963, après le coup d'état militaire qui balaye Manuel Prado du pouvoir. Se réclamant des orientations générales de l'Alliance pour le Progrès, le belaundisme tente d'appliquer un programme réformiste favorable à l'industrialisation légère. Mais l'alliance inévitable entre les secteurs fonciers exportateurs et les industriels, ainsi que la montée des luttes populaires entraîneront l'échec du réformisme belaundiste. Après quelques mois d'hésitation Belaunde trahit ouvertement ses promesses électorales, reprime les masses populaires et mène une politique d'ouverture à la pénétration impérialiste dans le pays. C'est dans cette situation de crise nationale profonde que le MIR prend la tête du mouvement de guerrilla, démasquant le régime, accentuant les contradictions et montrant aux classes exploitées péruviennes que la seule voie qui lui resté est la voie de la révolution populaire, anti-impérialiste et anti-oligarchique, orientée vers le socialisme. Au cours de la lutte, on pourra constater comment les divers secteurs de la bourgeoisie, l'impérialisme et les forces armées, s'uniront pour affronter les guerrillas.

Le mouvement guerrillero de 65-66, en s'affirmant comme l'expression la plus élevée de la lutte des classes pendant cette période, a précipité la crise finale du régime belaundiste. Par la suite, la dévaluation de la monnaie en 1967, le scandale de la contrebande (qui compromet de hauts fonctionnaires du régime), la signature de l'acte de Talara avec l'IPC et la perte de la "page 11" mettront en évidence la crise économique, politique et morale du gouvernement, créant une situation de vacance du pouvoir. Ni les groupes fonciers exportateurs, touchés par la détérioration des prix des matières premières sur le marché mondial, ni les groupes industriels, peu développés, pas plus que la petite bourgeoisie désorganisée et désorientée, n'étaient en mesure de remplir cette vacance du pouvoir. Les partis bourgeois et petit-bourgeois étaient compromis dans la crise du belaundisme, discrédités et en pleine décomposition. La gauche révolutionnaire qui venait de subir une répression implacable pendant la période de lutte guerrillera, se trouvait considérablement affaiblie et n'était pas non plus en mesure de prendre le pouvoir.

Or, c'est précisément au sein des Forces Armées qu'avait pris

---

naissance au cours des années antérieures le courant réformiste, dans le cadre du technocratisme des armées continentales et en application du nouveau rôle politique que ces armées se sont attribuées. Le coup d'Etat militaire de 1962, qui facilita par la suite la victoire électorale de Belaunde, révélait déjà les orientations réformistes des Forces Armées. Devant l'échec des politiciens incapables de concrétiser les mesures économiques et sociales susceptibles d'enrayer la progression du "communisme" dans le pays, dans une situation de crise qui faisait des Forces Armées la seule institution bourgeoise relativement indemne, la Junte Militaire prit le contrôle total de l'appareil d'état et ouvrit une période de réformes, dans les limites du système capitaliste.

#### MODERNISATION DU CAPITALISME ET INTERVENTION DE L'ETAT DANS L'ECONOMIE.

Ce qu'a réalisée la Junte Militaire, en deux ans et demi de gouvernement, met en évidence son rôle économique réformiste et modernisateur du système capitaliste. L'examen des principales mesures économiques du régime le montre clairement.

#### REFORME AGRAIRE BUREAUCRATIQUE.

L'un des déséquilibres les plus sensibles du système est celui qui existe entre la production industrielle à prédominance monopolistique, développée par l'investissement impérialiste dans le pays et les rapports pré-capitalistes dans la campagne. C'est là, la cause d'une crise chronique de la production agricole qui contraint à importer de nombreux produits et à des répercussions négatives sur la balance des paiements. Par ailleurs le faible développement du marché intérieur limite la croissance de la production industrielle.

Devant cette situation la Junte Militaire a entrepris la réforme agraire avec pour objectif: obliger les propriétaires terriens et la bourgeoisie foncière exportatrice à transférer ses capitaux dans l'industrie manufacturière et étendre le capitalisme à l'agriculture, en portant atteinte aux structures archaïques de la propriété agraire, au latifundium et au servage. Ainsi la Junte Militaire a cherché à augmenter le montant des capitaux dans le secteur manufacturier et à créer un marché plus large pour l'industrie, ainsi qu'à favoriser la formation d'une petite-bourgeoisie et de secteurs moyens intégrés au système.

Le régime dévoile sa politique agraire: on voit les multiples limites de sa conception verticale et bureaucratique. Ayant créé un dispositif grâce auquel les propriétaires touchés par la réforme agraire peuvent faire valoir les bons accordés par l'Etat pour financer jusqu'à 50% de la propriété de nouvelles

entreprises industrielles (à condition d'apporter les 50% restant en liquide); la Junte Militaire a besoin d'énormes capitaux, lesquels lui font défaut et ainsi le processus d'expropriation présente une lenteur très grande. Il faut ajouter à cela le fait que les coopératives du nord sont en réalité des unités économiques contrôlées par l'Etat, par l'intermédiaire des techniciens et des fonctionnaires qui en constituent la base sociale. Ceci correspond à la volonté de maintenir un production élevée et un indice de productivité important, permettant tant d'assurer la récupération du capital qu'il faut payer aux anciens propriétaires. C'est suivant les mêmes critères que les sociétés agricoles d'intérêt social (SAIS: encore une invention du réformisme militaire) sont contrôlées par l'Etat et gérées économiquement comme des entreprises capitalistes hautement competitives. Le développement confus d'une multitude d'organismes et l'élaboration des plans et des programmes, jamais mis en application, permet aux fonctionnaires qui n'ont aucun intérêt à en faire profiter les paysans, de dilapider le budget. La paysannerie n'intervient pas activement dans le processus, la loi même empêchant sa participation.

#### LE COMMERCE EXTERIEUR.

Un autre déséquilibre important intervient entre le caractère fondamentalement exportateur des centres capitalistes du pays (domaines industrialisés, mines, pêche) et la nécessité de garantir la production industrielle intérieure. La Junte Militaire a répondu à cette contradiction par des mesures variées, en essayant d'orienter la croissance capitaliste. Elle a nationalisée presque toute la commercialisation des principaux produits d'exportation et elle a même tenté de réglementer la production intérieure. Elle met particulièrement l'accent sur le réinvestissement intérieur et l'épargne forcée. Elle essaye de maintenir les produits d'exportation comme source de devises et base d'élaboration industrielle.

Mais la contradiction persiste. Les produits d'exportation sont toujours d'une importance décisive pour le soutien de l'économie capitaliste dans le pays et une source d'accumulation de l'industrie. La faiblesse relative de l'industrie manufacturière ne peut être surmontée à court terme. Le renforcement de l'Etat et son intervention dans divers domaines de l'économie, que ce soit comme entrepreneur, intermédiaire ou promoteur, n'élimine pas les caractéristiques d'une économie d'exportation (déformée dans son développement capitaliste par sa dépendance du marché international) et ne peut pas non plus dépasser les limites tolérées par les investisseurs privés. En outre, les pressions impérialistes affectent directement le marché de nos produits d'exportation. En résumé la Junte Militaire se révèle incapable de résoudre le problème.

## MINES, PECHE ET BANQUES

Les limites de cette politique d'aménagement de la croissance capitaliste apparaissent tout particulièrement dans le secteur minier. La loi sur les mines, récemment promulguée par le Gouvernement, réserve à l'Etat le raffinage et la commercialisation de quelques produits minéraux, en particulier le cuivre, et décrète la formation d'entreprises d'Etat d'entreprises mixtes à capitaux privés nationaux et étrangers. Il s'agit essentiellement d'une loi pour la promotion de l'exploitation minière, encourageant l'investissement dans les gisements existants ainsi que le réinvestissement et le développement des entreprises impérialistes fonctionnant actuellement dans le pays. Garantissant les investissements privés, elle concède de grandes avantages aux monopoles yankees. La Southern, la Marcona Mining, le Cerro Corporatio et d'autres, qui contrôlent le concert le secteur minier péruvien, ne sont pas affectées, bien au contraire: on respecte leurs "droits acquis" par les vieux contrats. Le financement des exploitations d'état de Michiquillay et Cerro Verde, actuellement en travaux préparatoires, dépend de l'apport et de la participation de monopoles japonais, belges et allemands. Cette politique minière ne peut échapper à la dépendance des capitaux, de la technologie, des marchés et des centres de décision impérialistes.

De même, la loi sur la pêche se présente fondamentalement comme une réglementation de l'exploitation dans ce secteur. Les monopoles qui contrôlent les grandes entreprises ne sont nullement affectés par une plus grande intervention de l'Etat. Même dans le cas de la formation d'entreprises mixtes, plus du 50% du capital social est concédé aux investisseurs privés, ce qui est plus que suffisant pour les contrôler. En ce qui concerne le secteur de la pêche destinée à la consommation humaine, domaine qui prendra dans un proche avenir, la première place sur le plan de la rentabilité, les dispositions promotionnelles n'ont d'autre but que celui d'attirer le capital impérialiste. L'Etat se réserve la commercialisation des produits de la pêche sur le marché international, s'intégrant au mécanisme capitaliste mondial en tant qu'agent intermédiaire, et laisse aux mains des producteurs privés les bénéfices substantiels de l'industrie.

La Banque d'Etat a été renforcée dans le cadre de ce processus en tant qu'instrument permettant de canaliser, suivant les plans d'état, une partie importante de l'épargne et des capitaux intérieurs, les orientant vers les activités industrielles. Le Gouvernement a augmenté le capital de la Banque de la Nation, acheté de nombreuses banques (cas de l'empire Prado) mais sur la base de nouveaux termes de conciliation; il a décrété aussi le contrôle des changes. Le prix excessif payé pour la Banque Continental et les arrangements conclus avec les Prado, pendant plus d'un an, prouvent que cette politique de renforcement de la Banque d'Etat n'entre pas en contradiction formelle avec les

banquiers. De même, le repatriement des capitaux déposés à l'étranger a coïncidé avec la nécessité de capitalisation intérieure. Le contrôle des changes a été instauré principalement en raison de l'exclusivité de l'Etat sur la commercialisation des produits d'exportation tels que la farine de poisson, le cuivre et le sucre.

#### INDUSTRIALISATION DEPENDANTE.

L'ensemble de la politique économique de la Junte Militaire vise à apporter l'impulsion et le souffle nécessaire à la production industrielle manufacturière dans le pays. Avec l'élargissement du marché intérieur que suppose la réforme agricole et les possibilités de marchés internationales au niveau du Groupe Indin, la politique du Gouvernement exige un rythme rapide d'accumulation capitaliste intérieure afin de pouvoir se trouver en condition, dans un délai relativement court, de bouleverser sensiblement les tendances actuelles de la croissance économique. Une telle accumulation capitaliste repose sur trois sources principales: les devises d'Etat obtenues par le commerce international et directement ou indirectement accordées aux entrepreneurs capitalistes; les investissements des monopoles (ou les réinvestissements de leurs bénéfices); et la sur-exploitation de la classe ouvrière.

La loi sur les industries définit avec clarté la politique industrielle du Gouvernement. L'Etat se réserve l'industrie de base, avec des participations conçues pour la participation du capital privé, et accorde stimulants et encouragements substantiels aux entrepreneurs de l'industrie de transformation, et ceci, en fonction des priorités et des orientations rénovatrices qu'il propose. Il crée la Communauté Industrielle comme un mécanisme d'investissement forcé pour les travailleurs et les entrepreneurs au sein de l'entreprise et en tant que moyen de favoriser la conciliation d'intérêts entre eux, pendant la période de "décollage" du développement économique. Ce sont les entrepreneurs de moindre poids et de moindre importance économique, les plus attardés sur le plan technologique et les moins liés directement au capital impérialiste, ceux qui seront les moins capables de s'adapter aux exigences de modernisation et de réinvestissement de la Junte Militaire. En revanche, les groupes industriels monopolistiques bénéficient largement des changements imposés par ladite politique industrielle. Le régime a maintes fois affirmé sa politique de favoritisme et de soutien aux entrepreneurs modernes, qui agissent en fonction du "développement industriel", et qui ne sont pas simplement des spéculateurs.

Et c'est précisément par cet aspect vital de sa politique économique que la Junte Militaire dévoile, le plus clairement, les étroites limites modernisatrices de sa gestion. Le secteur industriel manufacturier est en effet le plus directement lié

aux investissements impérialistes. Depuis vingt ans, plus de 80 pour cent des investissements industriels proviennent des intérêts des monopoles multinationaux. Il s'agit de secteurs les plus modernes et les plus développés technologiquement et qui ont connu la plus forte croissance au cours des dix dernières années. La Société Nationale des Industries (SNI) est contrôlée par les représentants des groupes monopolistiques les plus puissants agissant dans le pays. Au sens strict, il n'existe pas dans notre pays de bourgeoisie nationale. Ainsi la politique de réformes tend à être capitalisée plus directement par les groupes bourgeois dépendant de l'impérialisme, renforçant ainsi une bourgeoisie intermédiaire plus moderne, en tant que nouvelle classe dominante en perspective.

Enfin, il faut signaler que l'intention de la Junta Militaire de diversifier les sources de financement et de chercher de nouveaux marchés dans d'autres pays capitalistes et même dans le monde socialiste, ne parvient pas à affaiblir les liens de la domination impérialiste. Le paiement des dettes extérieures et la remise de bénéfices, intérêts et royalties, constituent une très forte pression sur la balance des paiements, ce qui vient s'ajouter aux restrictions dont souffrent actuellement les produits d'exportation sur le marché mondial. Cette persistante menace de crise économique accentue la dépendance des investissements monopolistes, liés aujourd'hui au niveau mondial par les capitaux nord-américains. Il est évident qu'il ne sera pas possible de briser cette dépendance tant que continueront à agir dans le pays les monopoles des mines, des industries et de la pêche et tant que la bourgeoisie intermédiaire jouera un rôle fondamental dans l'économie.

#### RENFORCEMENT DE L'ETAT ET CONTROLE DES MASSES

L'APPAREIL D'ETAT s'est considérablement renforcé tout au long de cette période et ce, non seulement de par sa grandissante intervention dans l'économie du pays, mais encore de par le rôle de modernisateur social, politique et culturel qu'il revendique. L'appareil d'Etat se compose de plus de 400 000 bureaucrates de tous bords. De fait, le régime se fait le porte-parole, non seulement des intérêts de survie et de développement du capitalisme, mais encore des intérêts particuliers de la bureaucratie civile et militaire, intérêts démagogiquement assimilés à ceux de la nation entière.

Les contradictions qui ont opposé l'Etat à l'oligarchie traditionnelle; aux groupes bourgeois intermédiaires et à certaines entreprises impérialistes et ce à la suite de mesures affectant directement ces dernières, n'ont jamais présenté de caractère franchement antagonique.

Au terme d'une longue négociation, l'expropriation de l'IPC fut présentée par le gouvernement des Etats Unis comme un conflit isolé.

Les différents surgis à propos de l'expropriation des propriétés agraires de La Grace et qui mènent l'impérialisme yankee à menacer le régime péruvien de représailles, n'ont abouti qu'à un aménagement concerté de l'investissement privé.

Qu'il s'agisse des frictions avec les entreprises de pêche américaines (dans le cadre des 200 milles de mer territoriale) ou des mesures policières prises contre la famille Prado (à la suite de la flagrante scroquerie comise par ces anciens propriétaires de la Banque Populaire), les conflits se sont soldés et se soldent encore par le réajustement des rapports entre l'impérialisme et notre pays, entre les différents groupes dominants, ainsi que par des mesures de conciliation qui assurent, sans porter atteinte à l'investissement privé, la réorientation économique visée par le régime.

En revanche, les contradictions opposant l'Etat aux masses populaires et au mouvement révolutionnaire sont aussi manifestes qu'explosives. L'origine historique et le caractère de classe du régime en place montrent l'antagonisme existant entre sa politique de modernisateur capitaliste et la lutte pour la révolution socialiste, lutte dans laquelle de vastes secteurs populaires se trouvent chaque fois plus engagés. Le rôle social et politique du régime consiste à agir en tant que frein du mouvement populaire et révolutionnaire, à s'y opposer stratégiquement pour mieux le désorganiser et le briser.

#### LE MOUVEMENT POPULAIRE SE RENFORCE

Le développement, du mouvement populaire péruvien, s'il est irrégulier et conflictuel, est aussi progressif graduel sur le plan de l'organisation et de la combativité. Le mouvement ouvrier est en pleine phase de réorganisation et de centralisation. On dénombre trois centrales ouvrières dont la Confédération Générale des travailleurs du Pérou (CGTP), de gauche, mais chapeauté par une direction pro-gouvernement.

Les travailleurs mènent de nombreuses luttes économiques et revendicatives, qui n'ont cependant pas encore atteint un niveau politique en l'absence d'une organisation syndicale révolutionnaire capable de les orienter et de les diriger. Le gouvernement a déployé une intense campagne réformiste dans le but d'éliminer la conscience de classe des travailleurs et de les convertir ainsi en associés mineur des employeurs. Mais le mouvement ouvrier n'a cessé de se renforcer.

C'est tout particulièrement le cas du prolétariat des mines du Centre, qui représente actuellement l'avant-garde de la classe ouvrière et qui affronte la Cerró de Pasco Co. ainsi

que d'autres monopoles miniers de la région. Deux ans après le début de la réforme agraire, le mouvement paysan présente des symptômes d'impatience et de mécontentement: les paysans protestent contre la bureaucratisation de la réforme et les nouvelles contradictions qui ont surgi à la campagne. Les coopérativistes refusent le contrôle de la bureaucratie, imposée par le gouvernement et exigent une participation réelle à la gestion de leurs entreprises et une meilleure distribution des bénéfices. Les paysans de Huando et d'autres haciendas parcellées sous forme privée à la faveur des dispositions originales de la Loi de la Réforme Agraire, ont dû mener des luttes intenses pour conquérir la terre et ils ont même dû affronter la répression policière. Tout le long de la Sierra, les premiers espoirs éveillés par la réforme agraire, ont fait place à une position plus énergique des masses paysannes, qui commencent à déborder le cadre légal et passif dans lequel la Junta Militaire cherche à les cantonner.

Le mouvement étudiant touché par l'agression directe du gouvernement, par le décret-loi N° 17437, et par la répression et l'expulsion de ses dirigeants, a déjà amorcé sa réorganisation régionale, sur des bases politiques plus précises.

La gauche révolutionnaire est largement majoritaire dans les organisations étudiantes. Un nouveau type de mouvement étudiant s'organise, étroitement lié, cette fois-ci, aux luttes populaires. Les centaines de milliers d'ouvriers des banlieues qui entourent les villes principales, se convertissent, une force sociale explosive. La récente invasion des terres habitables à Pamplona, qui après un vote réprimé, provoqua une crise ministérielle, donne une mesure de la puissance des luttes des marginaux urbains, victimes de la croissance capitaliste.

Enseignants, petits fonctionnaires, employés de banques, etc. mènent eux aussi une lutte persistente contre la politique de congélation des salaires et des traitements pratiquées par la Junta Militaire. Globalement, le mouvement populaire, chaque jour plus puissant, plus combattif, manque cependant d'une direction révolutionnaire, aussi bien au niveau syndical qu'au niveau politique. C'est là où réside sa faiblesse principale.

L'absence de direction révolutionnaire du mouvement populaire reflète la situation des organisations de la gauche marxiste et révolutionnaire dans le pays. Face au conformisme de la Junta, quelques groupes et certains éléments sont tombés dans l'opportunisme de droite, essayant de subordonner les intérêts du mouvement populaire à ceux du gouvernement. Citons le PC (Unidad) et l'ex-guerrillero Hector Bejar. Leurs positions pro-juntistes leur ôtent toute faculté de critique révolutionnaire et leur font taire la répression. Nous pouvons globalement affirmer que l'ensemble des organisations de la gauche révolutionnaire essaie de surmonter des crises intérieures et de rectifier les positions idéologiques défectueuses. L'ultra-gauchisme et le dogmatisme ont freiné ces derniers temps le processus d'interprétation de la réalité et la consolidation d'une direction révolutionnaire effective dans le pays, isolant ainsi les organisations marxistes du mouvement populaire et déformant

leurs mots d'ordre stratégiques, et tactiques. Telle est la cause de la crise récente de quelques groupes révolutionnaires. Sur ce plan, le MIR a continué de se renforcer au niveau national, essayant de se convertir à nouveau en une avant-garde prolétarienne combattive, capable de pallier à l'absence de direction du mouvement populaire.

#### REPRESSION ET ECONOMISME

Face au mouvement populaire et révolutionnaire, la Junta Militaire a systématiquement appliqué une politique verticale, autoritaire, un contrôle répressif et une politique décidément anti-communiste. Toutes ses mesures de réformes sont appliquées de haut en bas sans aucune intervention des masses, même dans les secteurs sociaux créés par elle. Les complexes agro-industriels et les entreprises du type SAIS, apparemment des unités coopérativisées sont, en réalité contrôlés verticalement au moyen de la technocratie au service du régime.

La lutte des coopérativistes des plantations de sucre pour améliorer leurs conditions de vie et de travail par l'augmentation des salaires s'est heurtée aux pressions du gouvernement, pressions allant même jusqu'à la répression policière, comme ce fut le cas à Pucalà et à Tunan. La réforme agraire interdit même légalement la participation active des paysans dans la lutte pour la terre, excluant du bénéfice de la réforme tous ceux qui d'une manière quelconque ont annexé la propriété des latifundistes. La répression directe a été constante et a sévi systématiquement contre tous les secteurs populaires qui ont tenté de se mobiliser et de lutter indépendamment pour leurs droits et revendications. Les marches des mineurs, les meetings des étudiants, les marches des paysans de Huando, les grèves des travailleurs, ont été réprimés par la police et ont causé maints fois de nombreuses victimes. La répression s'est tout particulièrement tournée vers les secteurs les plus conscients et politisés. Les organisations révolutionnaires ont fait de façon continuelle l'objet de mesures répressives; et ont été qualifiées de "groupes d'agitateurs politiques", à la solde de la CIA et de l'oligarchie. La politique répressive croissante du gouvernement face au mouvement populaire, coïncide avec la campagne de la presse oligarchique et anti-communiste, qui exige une politique de main de fer contre les grévistes des mines et de l'industrie.

Une constante offensive dénagogique cherche à encourager au sein du mouvement populaire, et tout particulièrement au sein de la classe ouvrière, des tendances réformistes et économistes susceptibles de briser la conscience de classe. Les communautés industrielles, de la pêche et de la mine sont stimulées par le gouvernement comme organismes de conciliation de classe cherchant à substituer ou à diminuer le rôle du syndicat dans son rôle d'organisme de lutte de classe des travailleurs. La participation à la propriété des entreprises par la communauté, sert en

à faire naître chez les travailleurs, la conscience de petits propriétaires ou petits rentiers, qui dépendent des bénéfices et avantages de "leur" entreprise. La communauté de compensation, créée récemment, dans les mines et la pêche, complète le schéma antérieur et tente de favoriser la mentalité d'investisseurs chez les ouvriers. Et cette offensive réformiste ne se fait pas seulement chez les salariés. Dans les banlieues, la Junte Militaire adopte une politique paternaliste verticale, visant à s'attirer une clientèle politique facile, comme du temps de la dictature d'Odria ou de Perez Jimenez. Dans les universités, la Junte encourage une politique technocratique, pseudo-scientifique, visant à dépolitiser les centres d'études supérieurs et les convertir en pourvoyeurs de techniciens et fonctionnaires, exclusivement préoccupés de leurs avantages individuels dans le cadre de la production capitaliste.

#### LA FARCE IDEOLOGIQUE BOURGEOISE

Dans son offensive réformiste, la Junte propose une série de concepts idéologiques sur lesquels il faut faire toute la lumière et qu'il faut dénoncer. La propagande de la Junte présente la communauté industrielle, des mines ou de la pêche, comme la création d'une "nouvelle entreprise", dans laquelle travailleraient, d'un commun accord et en complète harmonie, ouvriers, entrepreneurs et autorités. "La nouvelle entreprise" est la cellule de base d'une "nouvelle société", sans lutte de classe, solidaire et fraternelle. Se trouve ainsi concrétisé le modèle d'une société "ni capitaliste ni communiste" que la Junte Militaire oppose au développement du mouvement populaire et révolutionnaire qui lutte pour le socialisme. Mais comme la "nouvelle entreprise" continue à être capitaliste, avec un entrepreneur qui continue dans son rôle d'exploiteur de la plus value des travailleurs, cette "nouvelle société", "ni capitaliste, ni communiste" n'est rien d'autre qu'une façon de cacher sous de nouveaux habits l'essence même du capitalisme: la propriété privée des moyens de production et l'exploitation du travail salarié de la classe ouvrière. L'insistance que met la Junte sur son concept de "nation" lui sert à nier l'existence de classes dans notre société. Mais la lutte de classe ne peut pas cesser tant que la société demeure de fait divisée en classes exploitantes et classes exploitées. Et c'est grâce à cela que nous, les travailleurs, nous arriverons à conquérir le pouvoir politique et que ferons la révolution socialiste qui en terminera définitivement avec l'exploitation impérialiste et bourgeoise et ouvrira la voie à une authentique nouvelle société: la société socialiste.

#### LE REFORMISME BOURGEOIS EST VOUE A L'ECHEC

Les orientations économiques de la Junte Militaire montrent clairement qu'elle est réformiste bourgeoise, modernisatrice du capitalisme dépendant, agent d'une industrialisation subordonnée au ca

pital:impérialiste et à la bourgeoisie:industrielle son intermédiaire.

Les orientations sociales et politiques de la Junte Militaire définissent au régime vertical, autoritaire et répressif qui s'efforce sans résultat de freiner le développement du mouvement populaire et révolutionnaire dans le pays.

Ce qui précède confirme que l'ensemble de la politique réformiste de la Junte Militaire est:inévitablement voué à l'échec - la bureaucratie militaire et civile, les couches moyennes liées à l'industrie et au commerce, la technobureaucratie qui aspirent à travers la voie réformiste à modifier en leur faveur les termes de la dépendance à l'égard de l'impérialisme nord-américain ne font que devenir les agents de modernisation de l'économie dépendante. Leurs mesures de réforme agraire, de renforcement de l'appareil d'état, d'industrialisation et de rationalisation de la croissance économique, répondent aux nécessités stratégiques des secteurs industriels les plus modernes de l'impérialisme. L'impérialisme exige de nouveaux marchés, de nouveaux champs pour ses investissements de capitaux, il veut déplacer vers les pays dépendants les industries productrices de biens de capitaux et de réserver le contrôle de la technologie, la production à plus haut degré technique et scientifique, les sources de financement. Déjà durant le gouvernement Kennedy il existait aux Etats Unis certains secteurs impérialistes qui exigeaient pour l'Amérique latine une politique de réformes qui fournissent de nouveaux marchés et de grandes possibilités d'investissements. Seuls les groupes traditionnels intéressés dans la pêche, le sucre, le pétrole, se sont opposés à ce changement. Le régime péruvien profite de l'enlèvement de l'impérialisme yankee au vietnam pour mettre en pratique une série de mesures qui stratégiquement favorisent une intégration plus profonde de notre pays au système capitaliste dominé par les Etats Unis.

La tendance au renforcement de l'état à une plus grande participation de sa part dans l'économie correspond à un phénomène mondial du capitalisme, particulièrement depuis la fin de la dernière guerre. Ce processus consiste à faire fusionner des capitaux d'état avec des capitaux privés. Dans notre pays cette tendance se concrétise dans la formation d'entreprises mixtes ou spéciales, dans les mines, la pêche et l'industrie. Cela nous est présenté comme la panacée économique qui assure le développement économique national et qui limite les excès des entreprises étrangères. Mais en réalité ces entreprises mixtes, qui se forment avec les filiales des entreprises impérialistes et leur accorde des pourcentages sur le capital social suffisants pour que ce soit elles qui imposent leurs conditions, ne conduisent qu'à de nouvelles formes de pénétration de l'impérialisme.

## REFORMES ET INVESTISSEMENT PRIVE

Le développement des mesures réformistes pendant ces dernières deux années et denie démontre que les principales différences apparues entre l'état et l'impérialisme, l'ont été dans les groupes traditionnels ayant des intérêts dans les produits d'exportation, liés aux secteurs agro-exportateurs internes. Les conflits temporaires avec les investisseurs privés nationaux et étrangers, dans les mines, l'industrie et le commerce ont ouvert la porte à une politique promotionnelle de la part du gouvernement qui assure de grands garanties et facilités afin d'attirer les capitaux étrangers. Pour la Junte militaire les réformes ne peuvent être financées si l'investissement privé ne fonctionne pas. Celui-ci est la clef de tout le processus. C'est pour cela que la Junte Militaire a livré Cuajones, essayant ainsi d'attirer des capitaux. Pour la même raison à la Conférence Annuelle des Executifs de l'an dernier (CADE -70), le Président Velazco Alvarado a reconnu la bourgeoisie industrielle intermédiaire comme le tino de l'économie. Le Front d'Action contre le sous-développement soutenu par le Premier Ministre Montagne vise plus clairement encore une étroite unité entre entrepreneurs industriels, investisseurs étrangers, organisations ouvrières pro patronales et le gouvernement. La dépendance par rapport au capital impérialiste est telle que le Général Marco del Pont, chef de l'Institut National de Planification a catégoriquement affirmé que: "l'obtention d'investissements étrangers directs et les prestations au secteur public pour des projets miniers conditionnent la réalisation des objectifs quantitatifs prévus dans le plan National de Développement pour 1971-75"

C'est ainsi que pendant le dernier mois de mai mille millions de soles ont été investis dans l'industrie, comme l'a annoncé récemment le nouveau Ministre de l'Industrie et du Commerce connu par ses liens avec le groupe de entrepreneurs "Action pour le Développement". Par ailleurs la "Corporation Financière du Développement" (COFIDE) récemment créée par le Gouvernement pour canaliser des crédits et des investissements vers de nouvelles entreprises, a défini sa politique d'encouragement à "un important secteur privé".

### SOUTIEN DE LA NOUVELLE OLIGARCHIE

Le régime actuel conduit le pays à une dépendance plus moderne, plus efficace et plus complète envers l'impérialisme nord-américain et le système capitaliste mondial. La résistance que quelques secteurs de la bureaucratie tentent d'opposer au capital impérialiste n'a pas de sens historique. A long terme même si l'état continuait à se renforcer, à monopoliser certaines branches de la production, à intervenir comme entrepreneur, intermédiaire et arbitre, il se transformerait en un mécanisme au service du grand capital monopoliste international et promoteur d'une nouvelle

oligarchie, s'appuyant cette fois directement sur l'industrie manufacturière et le commerce et profitant des nouvelles conditions économiques et sociales pour s'enrichir et se renforcer. Mais ce n'est pas parce qu'elle sera plus moderne et en accord avec les nouvelles orientations d'expansion impérialiste qu'elle sera moins anti-nationale et contre révolutionnaire que l'oligarchie traditionnelle agro-capitaliste. Et inévitablement les couches les plus élevées de la bureaucratie militaire et civile se mettront au service de cette nouvelle oligarchie en profitant de la part grandissante et la conduite de l'état. On ne peut échapper à cette dialectique tant que le système n'a pas été brisé.

La modernisation du capitalisme dépendant dans le pays débouche sur de nouvelles formes plus perfectionnées d'exploitation. La croissance capitaliste est exclue en même temps qu'elle élimine les formes traditionnelles de l'artisanat et de la petite industrie qui fournissaient auparavant le marché interne, elle installe de nouvelles entreprises dont le capital et la technologie sont impérialistes et qui marginalisent d'immenses masses de travailleurs en les condamnant au sous-emploi ou au chômage forcé, à la formation de centaines de bidonvilles et à grossir les rangs des délinquants. Le poids de l'industrialisation retombe principalement sur les épaules des travailleurs qui du fait de l'élévation de la productivité tendent à être les plus exploités, alors que les salaires et la distribution des profits ne croissent pas aussi vite que le niveau de vie. Les richesses naturelles continuent à profiter aux entreprises impérialistes et à la bourgeoisie intermédiaire, mais pas aux masses populaires, ses maîtres légitimes auxquelles on refuse toujours la satisfaction de ses besoins.

Les Coopératives que la Junte Militaire présente comme de formes économiques qui dépassent les limites du capitalisme et qui selon elle pourraient caractériser la société future, fonctionnent en fait comme des entreprises agro industrielles soumises au contrôle vertical du gouvernement. Fonctionnant dans le cadre des lois économiques du système capitaliste, les coopératives deviennent un nouveau mécanisme capitaliste. Les déséquilibres de l'économie nationale subsistent bloquant tout processus réel de développement économique et condamnant les travailleurs et les masses populaires à des conditions de misère, de faim, d'analphabétisme et de mortalité par des maladies curables auxquelles le capitalisme ne peut remédier. Le renforcement même de l'appareil d'état conduit à une plus grande domination sociale et politique interne. Les mécanismes comme ceux de la communauté dans l'industrie, la pêche et les mines sont les mêmes que ceux du coopérativisme fasciste et évoluent vers un régime très dur de contrôle vertical, autoritaire et policier sur les classes travailleuses, au nom du nationalisme.

Au sein du régime existe une tendance fascisante forte et apparente, qui avec le développement des luttes sociales et politiques dans le pays et l'affaiblissement des oppositions de groupes et tendances à l'intérieur de la Junte Militaire, pourrait s'imposer définitivement.

### LE PEUPLE NE SE TROMPE PAS

C'est pourquoi il est impossible de freiner et stopper le mouvement populaire et révolutionnaire. Des secteurs importants de la classe ouvrière, paysanne, des populations des bidonvilles, d'étudiants, de travailleurs de la classe moyenne donnent chaque jour des preuves de leur plus grande organisation et combativité contre l'exploitation impérialiste et bourgeoise et la politique réformiste du gouvernement. Les grèves et luttes revendicatives des travailleurs se sont renforcées dernièrement et dévoilent les propres contradictions internes de la Junte Militaire. La gauche révolutionnaire s'achemine avec une précision toujours plus grande vers un travail approfondi d'orientation et de direction politique du mouvement des masses, avec des objectifs socialistes et révolutionnaires, le mouvement populaire améliore constamment son degré d'organisation et le niveau de ses luttes, contrairement à ce qui avaient prévu les idéologues réformistes. Et le combat des mineurs, maîtres, étudiants, travailleurs de pharmacie, ouvriers de l'industrie remet en cause la politique chaque jour plus autoritaire et répressive du gouvernement envers les masses.

Le réformisme bourgeois de la Junte Militaire de Gouvernement échoue complètement dans ses vaines intentions d'atteindre un développement économique à l'intérieur de la dépendance. Ce sont les monopoles industriels, les entreprises multinationales qui dominent aujourd'hui le système impérialiste qui en dernière instance augmentera la domination et l'exploitation qu'elles exercent sur notre peuple et nos richesses. Et c'est le mouvement populaire et révolutionnaire qui lutte pour le socialisme qui est son ennemi définitif. La troisième voie préconisée par le réformisme est une utopie et un leurre pour les masses travailleuses.

### L'ALTERNATIVE EST LA REVOLUTION SOCIALISTE

Le MIR possède une trajectoire conséquente de lutte pour la libération nationale et le socialisme. Il l'a démontré non seulement dans les dernières années quand il avait pris la tête du mouvement de guérilla, mais aussi dès le début même du régime actuel. Dans la théorie et dans la pratique le MIR a toujours soutenu une ferme position socialiste et révolutionnaire face aux menaces yankees, aux manœuvres de la SNI et de la SNA, de l'APRA, de la CIA et face aux positions répressives et intrigantes de la Junte Militaire de Gouvernement. Le Front Antimpérialiste Révolutionnaire (FAR) auquel participait les syndicats, fédérations étudiants, éco-

les ouvrières, habitants de todís, surgit à l'initiative du MIR comme un front large, capable de mobiliser quelques secteurs populaires indépendamment de la Junte Militaire au début 1969. Le 1er objectif du FAR était l'expulsion des entreprises impérialistes et la récupération du cuivre. Le FAR se mobilisa jusqu'au meeting du 12 février 1969, dans le Parc Universitaire de Lima, que les forces répressives dispersèrent violemment. Elles lancèrent des bombes lacrymogènes sur plus de 5,000 personnes et en emprisonnèrent presque 300. L'expérience du FAR fut arrêtée par la répression du régime mais sa repercussion fut significative.

Devant la menace de l'application de l'amendement Hickenlooper, de la part des Etats Unis, à la source du différent pour l'expropriation de l'IPC, le MIR n'a pas adopté une position passive et ne s'est pas arrêté devant les hésitations du régime. Un Comando armé du MIR fit un émetteur de la capitale, le 8 avril 1969, avertissant que devant les menaces yankees, nous les travailleurs prendrions les entreprises impérialistes installés dans le pays. Cette action atteignit une résonance nationale et internationale.

Tenacement le MIR a poussé l'exigence de développer la force du mouvement populaire et ses organisations d'avant garde. Notre position face au réformisme bourgeois a été d'une totale indépendance idéologique, politique et organique par rapport au gouvernement. Nous n'avons pas hésité à lutter à la tête des travailleurs, des paysans et des étudiants pour de véritables conquêtes révolutionnaires, en affrontant à la répression et à la persécution policière. Et même le MIR a combiné, en nombreuses occasions, dans la période récente des actions politiques de masses avec des actions de propagande armée contre l'impérialisme et ses alliés internes. Les déclarations politiques du MIR du 26 juillet 1969, de juin 1970 et de octobre de cette même année, aussi que nos publications ont nettement établi que l'ordre du jour était maintenant la lutte pour la libération nationale et sociale de notre peuple, pour laquelle notre organisation travaille parmi les masses populaires et renforce sa formation politico-militaire.

Nous réaffirmons notre Ligne Révolutionnaire:

Dans ce moment crucial, quand se vérifie avec la plus grande clarté, l'inévitable échec du réformisme bourgeois de la Junte Militaire de Gouvernement, à l'heure du 6ème anniversaire du commencement du mouvement de guerrilla dont le MIR a pris la tête en 1965, notre organisation estime de son devoir le plus immédiat de réaffirmer devant le prolétariat et les et les classes exploitées péruviennes, sa ligne révolutionnaire sans renoncement. Face à la perspective d'une domination impérialiste et bourgeoise croissante sur notre peuple, le MIR ratifie la ligne de ses Commandants Guerrilleros.

La conjoncture actuelle de notre patrie nous demande à nous révolutionnaires que luttons pour le socialisme, une

extraordinaire fermeté sur les principes et sur les objectifs, en même temps que des tactiques et de formes d'action, souples contre la politique du réformisme bourgeois et les nouvelles modalités de la domination impérialiste. C'est pour cette raison qu'il est plus indispensable que jamais de recueillir les enseignements historiques des guerrilleros de 1965 et de assimiler les expériences de lutte des organisations soeurs au Pérou, en Amérique Latine et dans le reste du monde.

A la différence des années antérieures au mouvement guerrillero, quand le MIR orientait l'essentiel de son travail vers le paysanat, car c'était alors le paysanat la principale force motrice de la révolution. Dans la situation actuelle, les principales forces motrices sont la classe ouvrière et le paysanat pauvre et sans terre. L'immense majorité de notre population, chômeurs et sous employés des champs et des villes, habitants de taudis, soldats et classes des forces Armées, maîtres, employés au bas salaire, étudiants, intellectuels, techniciens, petite bourgeoisie radicalisée a aussi un intérêt fondamental à une révolution faite par les travailleurs et pour les travailleurs. Sans ce processus, la classe ouvrière est la classe dirigeante, non seulement par les objectifs historiques qu'elle assume, mais aussi par sa croissance qualitative et quantitative dans les années récentes, qui fait du prolétariat minier, industriel urbain, pêcheur et sucrier, une force sociale puissante qui travaille dans les points névralgiques de l'économie capitaliste.

En accord avec ses expériences révolutionnaires personnelles et celles d'autres peuples du monde, la classe ouvrière dirige la lutte pour la conquête du pouvoir et pour la construction du socialisme et du communisme, par l'intermédiaire de son parti prolétarien-révolutionnaire, armé scientifiquement du marxisme leninisme. Ce fait est une des nécessités stratégiques les plus importantes de notre révolution. Au Pérou, dans les 10 dernières années, les organisations de la gauche révolutionnaire ont avancé vers le but de forger dans la lutte de classes, l'indispensable parti révolutionnaire prolétarien. Le MIR, conscient de ce processus, n'a jamais utilisé le nom de "Parti" et ne s'est non plus jamais auto-intitulé "unique" ou exclusif représentant du prolétariat "Le MIR prétend être un facteur de gestion du Parti de la révolution Péruvienne" ("La Révolution au Pérou" - Cdte. Gal. Luis de la Puente) Et pour l'être nous nous préparons comme avantgarde de prolétaires capable d'accomplir les tâches imminentes de la révolution et de lutter sur tous les terrains pour la libération nationale et sociale de notre peuple.

#### AVANT GARDE PROLETARIENNE ET ORGANISATION POLITICO-MILITAIRE

Le MIR est une avant-garde prolétarienne. Il assume pleinement la science du marxisme leninisme combinant ses principes universels avec la réalité concrète avec laquelle il nous revient de lutter. Il combat pour les objectifs historiques de la classe ouvrière, au niveau national, continental et mondial. Sa base sociale

est le prolétariat, le paysannat pauvre et sans terres et les autres secteurs sociaux exploités et marginaux. C'est une avant-garde de cadres profondément lié au mouvement populaire et révolutionnaire du pays, qui applique les méthodes centralisme démocratique et de la direction collective et qui réalise la lutte politique sur le plan idéologique, sur le plan organisationnel la propagande et l'agitation, et sur le plan militaire, par toutes les formes d'action.

Dans les conditions actuelles de l'Amérique latine, la stratégie vers la prise du pouvoir passe inévitablement par la perspective d'une guerre populaire continentale. La haute technicité des instruments répressifs, la menace d'une intervention directe des forces armées yankees, la complexité, d'une guerre prolongé dans le cours de laquelle se combinent les plus diverses formes de lutte, tant politiques de masse qu'armées, exigent que le MIR s'organise politico-militairement systématiquement et développant les expériences acquises dans le mouvement guerrillero de 1965 et celles d'autres avant-gardes prolétariennes latino-américaines. La lutte armée, essentiellement la guerrilla rurale et urbaine, ne peut avoir de succès si elle est séparé du mouvement populaire et révolutionnaire, en marge d'un développement, et sans une vision d'ensemble du processus politique tant national que continental. La lutte politique de masses n'a pas non plus de perspective de triomphe si on la conçoit à part de la stratégie de guerre populaire. C'est pour cela que l'avant-garde prolétarienne ne peut ni doit être exclusivement "politique" comme le prétend le modèle syndical, économe et électoral du révisionnisme, mais politico-militaire, comme unique forme d'organisation qui assure la conduite d'un processus extrêmement complexe et prolongé de guerre continentale contre l'impérialisme, les bourgeoisies intermédiaires et leurs agents.

#### LE SOCIALISME N'EST NI UN CALQUE NI UNE COPIE

Le contenu historique de notre révolution est socialiste. Dans notre pays, est écartée la révolution par étapes, une révolution démocratique nationale, ou démocratique populaire car il n'existe pas de bourgeoisie nationale qui ait des contradictions de front avec l'impérialisme et qui puisse s'allier avec les classes populaires au nom de la révolution bourgeoise. Dans de telles conditions, les tâches nationales - expulsion de l'impérialisme, et industrialisation nationale - les tâches démocratiques - révolution paysanne, libertés démocratiques - ne peuvent être accomplies que par la révolution socialiste que simultanément et sans interruption, entreprendra la conception du socialisme.

Le modèle de société socialiste qui postule le MIR, est le produit de l'assimilation des expériences historiques des révolutions prolétariennes du monde entier et des caractéristi-

ques de la réalité péruvienne, latino-américaine et mondial où nous revient de lutter pour la liquidation du capitalisme et de l'impérialisme. Notre socialisme n'est, ni peut être, calque ou copie - comme le signalait il y a quatre décades, le sage Jose Carlos Mariategui - mais c'est une création heroique de notre peuple et des peuples freres qui combattent pour leur liberation national et social. Le MIR n'a pas besoin de répéter mecaniquement une quelconque recette; notre révolution socialiste sera l'oeuvre des masses populaires et elle evitera les erreurs et déformations des premières et plus difficiles experiences victorieuses de la classe ouvrière dans d'autres parties du monde.

Le MIR pratique et exige une politique internationaliste proletarienne avec tous les peuples partis et mouvements qui s'efforcent de conquerir le socialisme et de mettre en deroute l'impérialisme yankee. L'internationalisme proletarien et révolutionnaire est l'arme a utiliser face au caractere mondial du capitalisme et aux agressions international de l'impérialisme yankee. Il est indispensable que le mouvement anti-impérialiste révolutionnaire et socialiste mondial livre chaque fois de plus larges et plus profondes actions d'ensemble sur un pied d'égalité, entre les partis petits, et grands, au pouvoir ou en dehors. En particulier le MIR a maintenu et maintient en consequence des positions d'appui combatifs au peuple et parti du Vietnam du nord, Corée du Nord; République populaire de Chine et Cuba socialiste qui s'affrontent à l'agression yankee et posent le ciment de la nouvelle société socialiste. Nous critiquons profondément, neanmoins, l'attitude de certains gouvernements socialistes, qui soubordonnent le principe de l'internationalisme proletarien aux interêts de leur politique exterieur. En Amérique latine dont le peuple s'unissent historiquement et geographiquement dans la lutte contre la domination yankee et dont la perspective n'est autre qu'une révolution socialiste continentale - comme l'avait affirmé le Cdt. Ernesto "Che" Guevara - l'internationalisme proletarien doit prendre de formes beaucoup plus concretes et precises que dans l'actualité. Le MIR qui fait partie des nouvelles avant-gardes proletariennes qui combattent sur divers points du continent tout au long des dix derniers années et qui assume la responsabilité historique de poursuivre jusqu'a la victoire la guerre contre l'impérialisme et ses serviteurs, s'efforce et s'efforcera encore plus de coordonner ses actions avec le MIR du Chili, Venezuela et Colombie; avec les Tupamarus de Uruguay; avec les organisations combattantes d'Argentine; avec le MIRA de Porto Rico; avec le FSLN du Nicaragua; avec le FLN-FALN du Venezuela; et avec L'ALN, MR8, UPR et les organisations combattantes du Bresil, et avec les autres organisations qui s'affrontent activement a la domination impérialiste et qui ouvrent des nouveaux fronts de lutte contre le neo-colonialisme et pour le socialisme sur notre continent.

LE PROGRAMME DU GOUVERNEMENT REVOLUTIONNAIRE DES TRAVAILLEURS

La révolution socialiste se réalisera par l'intermédiaire d'un Gouvernement Révolutionnaire des Travailleurs, basé sur l'alliance ouvriers-paysans et sous la conduite du prolétariat qui accomplira les tâches de révolution nationale et socialiste et qui incorporera notre processus à la révolution continentale et mondiale.

Le Gouvernement Révolutionnaire des Travailleurs exprimera les intérêts sur les plans économique, social et politique des syndicats et des centrales des travailleurs des mines, des industries, des pêches; des organisations du paysannat; des organismes de coopérativistes; des organisations fédératives et syndicales des membres de l'enseignements, des banques, des journaux et des autres travailleurs intellectuels; des groupements artisans, petits propriétaires, et petits commerçants; des fédérations d'étudiants, des groupes d'intellectuels et d'artistes révolutionnaires et de tous les secteurs populaires unis contre la bourgeoisie intermédiaire et l'impérialisme.

Le Gouvernement Révolutionnaire des Travailleurs expulsera définitivement tous les monopoles étrangers des mines, de l'industrie manufacturière, des pêches, de la banque et du commerce, en socialisant les moyens de production fondamentaux du pays et les mettant au service de l'économie populaire, rompant toutes les attaches de la domination impérialiste et bourgeoise sur notre peuple.

Le Gouvernement Révolutionnaire des Travailleurs, réalisera la révolution agraire, confisquant aux possesseurs et exploités de la campagne et remettant la terre dans un sens collectiviste et d'une façon gratuite entre les mains des travailleurs paysans.

Le Gouvernement Révolutionnaire des Travailleurs, appliquera une politique économique et sociale qui assure une éducation scientifique et révolutionnaire, qui permette le développement manuel et intellectuel complet de notre jeunesse et la formation de l'homme nouveau socialiste; une médecine socialisée qui rompe avec le mercantilisme et le mépris de la vie humaine propres au capitalisme; la solution du problème du logement mettant fin à la spéculation et à l'accaparement des capitalistes et donnant en propriété des logements aux travailleurs; le plein emploi pour tous, qui élimine le chômage et le sous-emploi chronique, produit par le capitalisme et la domination impérialiste, la libération définitive de la femme, soumise par la société de classes aux plus indignes formes d'oppression.

Le Gouvernement Révolutionnaire des Travailleurs, planifiera et dirigera le développement d'une économie harmonieuse en accord avec les intérêts des masses populaires, qui détruise la base des inégalités économiques et sociales dont sont victimes les travailleurs sous le capitalisme et qui promeuve la totale réalisation technique et scientifique des formes de notre société.

Le Gouvernement Révolutionnaire des Travailleurs chassera dès le début le bureaucratisme, du nouvel appareil d'Etat, en établissant que les charges publiques, aient un salaire égal à la moyenne de celui des ouvriers, que les fonctionnaires participent régulièrement aux tâches productives et que toutes les autorités puissent être chargées à tout moment par décision populaire.

Le Gouvernement Révolutionnaire des Travailleurs fonctionnera démocratiquement au moyen d'Assemblées populaires constituées par les délégués de toutes les organisations prolétariennes et populaires, au niveau national, régional et local, qui exerceront la plénitude du pouvoir révolutionnaire et socialiste.

Le Gouvernement Révolutionnaire des Travailleurs s'appuiera sur le peuple en armes, organisé en milices, dans les rangs desquelles prendront place tous les combattants révolutionnaires.

Le Gouvernement Révolutionnaire des Travailleurs laissera libre cours à l'épanouissement des arts, de la littérature et de la science, créateurs et critiques, à la portée des masses populaires dans le cadre de une nouvelle société sans exploités ni exploités.

Le Gouvernement Révolutionnaire des Travailleurs luttera tenacement pour la réussite de la révolution socialiste latinoaméricaine et mondiale, appuyant activement tous les peuples du monde qui s'efforcent de se libérer de l'impérialisme et de construire le socialisme et le communisme et rejetant tout essai de restituer leur pouvoir à la bourgeoisie et à l'impérialisme.

#### LE MIR PRET A LA LUTTE

Devant les confusions réformistes causés par la Junte Militaire et l'urgence de développer les forces prolétariennes et populaires le MIR mena comme tactique principale et décisive en cette période, un profond travail politique sur les fronts de masses les plus importants, dénonçant et combattant idéologiquement et politiquement la tromperie du réformisme bourgeois et démasquant sur tous les terrains son accord avec la bourgeoisie industrielle et l'impérialisme yankee, luttant sans réconciliation possible avec les exploités du peuple et brandissant son programme de Gouvernement Révolutionnaire des Travailleurs.

Face à l'échec du réformisme bourgeois de la Junte Militaire, le MIR oppose la consigne de lutter pour un gouvernement Révolutionnaire des Travailleurs.

Face à l'accord de classe et au réformisme que la Junte Militaire prétend créer chez les travailleurs, le MIR non seulement aiguise et aiguise la lutte de classes, mais à partir de celle-ci lutte pour la conquête du pouvoir politique.

Face à la tromperie de la société "non capitaliste" et "non communiste" qu'utilise la Junte Militaire, le MIR lève le drapeau de la société socialiste, authentique société sans classes, sans exploités et sans exploités.

Face au verticalisme et à la répression de la Junte Militaire; le MIR poussera par tous les moyens à sa portée, à d'authentiques

nobilisations prolétariennes et populaires avec une orientation révolutionnaire et socialiste.

Avec cette tactique révolutionnaire, le MIR lutte et luttera contre l'impérialisme yankee, démasquant ses nouvelles formes de pénétration et dirigeant les masses contre les instruments les plus visibles de sa domination: entreprises minières, monopoles industriels, entreprises mixtes, organismes internationaux CIA, USIS, etc.

Avec cette tactique révolutionnaire, le MIR lutte et luttera contre la bourgeoisie intermédiaire, dans tous ses secteurs et ses groupes, combattant les monopoles pseudo-nationaux exploitants les richesses et l'énergie de notre peuple et les institutions qui les représentent: Société Nationale d'Industries (SNI) Société Nationale des Pêcheries (SNP), Société Nationale des Mines (SNM) etc.. par l'intermédiaire de toute sorte d'actions revendicatives et politiques des travailleurs.

Avec cette tactique révolutionnaire le MIR lutte et luttera pour éliminer l'exploitation des prolétaires terriens, des latifundiaires et des régisseurs à la campagne, mobilisant le paysan pour la conquête de la terre de façon gratuite et immédiate et contre le bureaucratisme des fonctionnaires.

Avec cette tactique révolutionnaire, le MIR lutte et luttera contre la pénétration impérialiste dans les universités, orientant la formation de mouvements étudiants d'un nouveau type, liés dans le combat aux luttes du prolétariat et des classes exploitées.

Avec cette tactique révolutionnaire, le MIR lutte et luttera contre la politique salariale de famine, l'offensive anti-syndicale, la répression antipopulaire et la campagne anti-communiste de la Junte Militaire et contre toute agression du mouvement populaire et révolutionnaire.

Avec cette tactique révolutionnaire, le MIR renforcera le mouvement populaire et son indépendance de classe poussant à d'effectives mobilisations de base et défendant le droit à la mobilisation politique des travailleurs sans restriction.

Avec cette tactique révolutionnaire, le MIR défie les camps: qui est avec le peuple et lutte pour un Gouvernement Révolutionnaire des Travailleurs et qui est avec les exploités avec la bourgeoisie et avec l'impérialisme.

Avec cette tactique révolutionnaire, le MIR se prépare à combattre sur tous les terrains, y compris par des actions armées, selon les exigences du processus politique, avec la perspective précise et définie de faire la révolution socialiste.

En ratifiant la ligne insurrectionnelle qui a caractérisé le MIR dès son origine, conscients des énormes difficultés que notre peuple doit vaincre dans sa route vers la victoire contre l'impérialisme et la bourgeoisie intermédiaire, nous lançons un fervent appel aux travailleurs, paysans, étudiants, soldats, prêtres, intellectuels, cadres et militants révolutionnaires, hommes et

femmes du peuple, pour serrer les rangs autour du drapeau du Gouvernement Révolutionnaire des Travailleurs.

A l'heure actuelle tandis que la gauche révolutionnaire surmonte des époques de crise, d'erreurs de défauts traditionnels et qu'il y a des signes puissants pour surmonter tout sectarisme et pour unir les forces afin d'ouvrir le chemin de la révolution socialiste, nous exigeons de tous et de chacun des cadres et militants du MIR, le plus grand sacrifice et la plus grande audace révolutionnaire pour l'accomplissement de cet objectif historique.

En définissant dans la conjoncture actuelle notre position révolutionnaire, lors du 6ème anniversaire du mouvement guerrillero de 1965, nous assumons intégralement le glorieux exemple des Commandants Ernesto Che Guevara, Canilo Cienfuegos, Turcios Lina, Yon Sosa, Inti Peredo, Carlos Marighela, Fabricio Ojeda, Canilo Torres qui sont tombés dans le combat dans divers points d'Amérique et des Commandants Luis de la Puente, Guillermo Lobaton, Maximo Velando, Froilan Herrera, Raul Escobar, Enrique Anaya, Victoria Navarro, Javier Heraud, Edgardo Tello, Juan Pablo Chang et tant d'autres combattants péruviens, qui ont mort pour libérer les classes opprimées et conquérir une nouvelle société des travailleurs et pour les travailleurs.

Luttons pour un Gouvernement Révolutionnaire des Travailleurs

Pour la Révolution Socialiste!

La Patrie ou la Mort ! Nous vaincrons !

COMITE CENTRAL DU MIR

6ème Anniversaire du Mouvement Guerrillero

9 Juin 1971

# CHILI:

## le MIR, les masses et la révolution

Aujourd'hui l'offensive des exploiters nationaux et étrangers entre dans une nouvelle phase. L'impérialisme yanky et la réaction chilienne, DC et parti National, se sont mis pour commencer leurs attaques contre les travailleurs et le peuple chilien.

La sainte alliance des intérêts en place- les propriétaires fonciers et les industriels, les banquiers et les commerçants, les requins de la finance internationale -bref, la sainte alliance de l'impérialisme et ses associés nationaux (PDC et PN), se sont lancés dans l'étape décisive de leur stratégie: consistant en la répression des travailleurs et la chute du Gouvernement. Ils cherchent la récupération du contrôle total de l'appareil d'Etat afin d'assumer eux-mêmes la direction du gouvernement. L'impérialisme sait qu'au Chili il lui est impossible d'agir directement. Il doit le faire par l'intermédiaire des forces réactionnaires intérieures, la DC et le PN, se contentant de les appuyer. L'impérialisme crée les conditions capables de pourrir la situation intérieure essayant d'étouffer notre économie en lui imposant son contrôle, sans encore entrer, cependant, en conflit ouvert avec le Gouvernement Chilien.

SEUL UNE POLITIQUE  
REVOLUTIONNAIRE  
PEUT NOUS FAIRE  
PROGRESSER

Les masses urbaines et paysannes dans leur lutte contre les exploiters n'ont plus d'autres possibilités que le combat dans lequel se développeront leur force numérique, leur conscience politique, leur énergie révolutionnaire accumulée durant des longues années d'exploitation, leur organisation, leur vision objective et leur décision de combattre.

La solution à la lutte opposant les travailleurs aux propriétaires fonciers et industriels ne se trouve pas dans les couloirs du Parlement, dans les bureaux des politiciens bourgeois ou leurs concessions. De telles solutions ne font que favoriser la politique de l'ennemi. La défense des intérêts des travailleurs ne peut se trouver essentiellement dans l'appareil institutionnel (légalité, parlement, gouvernement) mais dans les masses mobilisés directement pour leurs intérêts et le socialisme.

L'offensive des exploiters nationaux et étrangers trouve son impulsion dans le Parlement que constitue ainsi le centre où s'organisent toutes les tentatives de la réaction. C'est pourquoi nous lançons un appel pour:

- a) la dissolution du parlement, contrôlé par la majorité des voleurs capitalistes et centre de l'escalade du Parti National, la Démocratie Chrétienne et leurs chefs yanquis.
  - b) le refus de payer la dette extérieure à l'impérialisme yanqui; l'abandon du Club de Paris et l'établissement d'accords bilatéraux avec les pays dont nous croyons nécessaire.
  - c) la réquisition et la nationalisation de tous les biens nord-américains au Chili, en réponse à l'agression ouverte constituée par les confiscations réalisées à New York.
  - d) la nationalisation sans exception de toutes les grandes industries ayant un capital supérieur à 14 millions d'escudos, accompagné d'une mobilisation directe des travailleurs allant jusqu'à la prise massive d'industries si le Parlement et la légalité bourgeoise continuent leur opposition.
  - e) l'administration ouvrière des entreprises nationalisées et le contrôle ouvrier dans les industries privées grandes, moyennes et petites.
  - f) la réquisition des terres de la grande bourgeoisie agraire sans indemnisation, à portes fermées et sans réserves et l'adoption de la loi de la révolution agraire.
  - g) la création de l'entreprise étatique de la construction, la formation de brigades de travailleurs, l'expropriation des entreprises de la construction et des terrains à bâtir.
  - h) l'incorporation des soldats, sous-officiers, troupes et officiers honnêtes, à la lutte aux côtés des travailleurs et de tout le peuple contre l'agression impérialiste étrangère et pour la conquête d'une société sans misères, plus juste, humaine et égalitaire.
  - i) la création de conditions permettant à la femme une vie plus digne en la libérant de l'esclavage du travail domestique et l'
-

incorporant pleinement au travail productif, à la vie sociale et politique.

j) L'accroissement du pouvoir des ouvriers, le développement des conseils communaux paysans, afin de les convertir en organe du pouvoir local des ouvriers et paysans; l'impulsion à partir des organisations des travailleurs urbains -syndicats, populations, JAP- pour la création des conseils communaux des travailleurs qui assument les tâches du pouvoir local.

#### CONTRE LA MENACE FASCISTE, LA REVOLUTION DES TRAVAILLEURS

Il est nécessaire que les exploités connaissent la décision de lutter des travailleurs. Si les classes dominantes étrangère et nationale (...) prétendent arracher au gouvernement des nouvelles concessions afin de subordonner l'initiative des masses à la légalité et au parlement; s'ils prétendent empêcher que toutes les grandes usines appartiennent au peuple, ils rencontreront une seule réponse des masses: les usines seront propriété du peuple de gré ou de force.

Si la DC, le PN et les impérialistes prétendent déchaîner la violence et la répression contre les travailleurs, s'ils cherchent à rompre les règles du jeu qu'eux mêmes mirent en place, soit en se lançant dans l'aventure d'un coup légal, soit en cherchant de précipiter l'affrontement par le terrorisme réactionnaire (...), qu'ils sachent que cela équivaut à une déclaration de guerre et que le peuple et les révolutionnaires sont préparés à la guerre.....sous toutes ses formes et dans n'importe quelle conjoncture.

Si les réactionnaires rompent les règles du jeu en agressant les travailleurs d'une quelconque manière alors tout disparaît, la légalité, l'état de fait, les institutions. L'indépendance d'action revient alors automatiquement au peuple. Le peuple établira sa propre légalité, exercera le pouvoir, occupera les usines et les terres, prendra possession de toutes les zones du pays et assurera sa propre administration et son gouvernement.

Sachez messieurs les réactionnaires que si vous attaquez, la guerre éclatera inéluctablement, une guerre qui amènera le peuple à la prise définitive du pouvoir, à la destruction de cet Etat bourgeois et impérialiste, ou bien un nouveau Vietnam surgira en Amérique Latine. Le Chili sera un pays constamment en lutte, des milliers et des milliers d'ouvriers, paysans, soldats, étudiants, femmes, organiseront la résistance et participeront à la guerre.

(apparus en "Le Rebelle", organe central du MIR chilien)

Santiago de Chile, 12 mars 1972

# COBRIZA

## lutte des classes et répression

### L'IMPORTANCE DU SECTEUR MINIER DANS L'ECONOMIE PERUVIENNE.

Le secteur minier occupe une place privilégiée dans l'économie péruvienne. Non pas tellement du point de vue du volume de la force de travail utilisée, ni de son incidence directe dans la constitution du produit brut national, mais plutôt en tant que composante essentielle dans les rentrées de devises au Pérou. En effet, la production minière du Pérou est presque entièrement exportée et représente 50% des entrées de monnaie étrangère.

En ce qui concerne l'exploitation des différents gisements, on peut affirmer que la bourgeoisie impérialiste contrôle presque in tégralement le secteur dit de la "grande mine" (il s'agit des gisements les plus importants du pays sur le plan quantitatif comme sur le plan qualitatif), qui, entre autres choses, est aussi la plus rentable. La "petite et la moyenne mine" est contrôlée par le capital péruvien aux mains de la bourgeoisie traditionnelle.

L'industrie minière, du fait d'avoir été le pôle des investissements impérialistes, présente une forte concentration de capitaux (en 1968, neuf entreprises nord-américaines sur un total de soixante dix neuf pour l'ensemble du pays, atteignaient près de 80% de la production totale); industrie, par ailleurs hautement technifiée, qui emploie une force de travail réduite (environ 2% de la population économiquement active). Enfin, le prolétariat minier affronte des conditions de vie extrêmement précaires, souvent victime de maladies dites "professionnelles", ses conditions de travail sont très mauvaises et les salaires sont extrêmement bas comparés aux bénéfices drainés par les capitalistes. En deux mots, c'est un prolétariat surexploité.

## LUTTE DES CLASSES DANS LE SECTEUR MINIER DE LA FES PERUVIENNE

Aux conditions de vie du prolétariat signalées précédemment, il faut ajouter une autre caractéristique qui le distingue de la majeure partie du prolétariat péruvien. La concentration du capital engendre la concentration de la main d'oeuvre et il y a aussi des entreprises qui réunissent trois mille, 5000 et même 15000 ouvriers, comme dans le cas de la compagnie américaine Cerro Corporation. Cela favorise sans aucun doute une lutte puissante contre la bourgeoisie impérialiste. La syndicalisation est importante et le niveau de combativité des mineurs péruviens n'a cessé de croître au long de plus de 50 années de luttes sanglantes pour ses revendications sociales.

A l'exception de la Cerro Corporation, l'ensemble des autres entreprises n'apparaît qu'à partir des années cinquante. La syndicalisation relativement importante du secteur minier découle de l'instauration des relations de production capitalistes au sens strict du concept. Quant à la direction politique du prolétariat minier; elle ressent encore l'influence des partis traditionnels petits-bourgeois comme l'APRA et l'influence du révisionisme (plus important que le précédent). Il ne fait pas de doute qu'entre la direction de l'APRA et celle du PC, d'importantes différences existent; la première est directement réactionnaire alors que la seconde est "réformiste". L'importance de l'APRA pour l'ensemble du secteur minier est actuellement secondaire.

On peut en situer les raisons à trois niveaux. D'abord, ce parti n'a jamais eu, pas même à ses heures de gloire, une politique définie et spécifique pour le prolétariat minier. Les principales mines actuelles, en dehors de la Cerro Co, sont apparues au moment où l'influence politique de l'APRA avait commencé à décroître et où le communisme traditionnel devenait important. C'est justement dans ce secteur minier récent que la combativité s'est le plus développé et que la radicalisation et la conscience de leurs intérêts ont atteint chez les mineurs des niveaux supérieurs.

Ces dernières années (surtout après l'arrivée de la Junta au pouvoir) les organisations révolutionnaires ont consacré une partie importante de leur activité au prolétariat des mines. On avait vite compris que, dans ce secteur, se trouvait la principale base du prolétariat pour le développement de la lutte des classes dans la conjoncture actuelle. L'influence spécifique qu'ont obtenues les organisations mentionnées est extrêmement faible mais la combativité même des bases ouvrières s'est présentée spontanément dans un affrontement direct contre la bourgeoisie impérialiste et finalement, comme conséquence de la massacre de Cobriza, contre le Gouvernement lui-même.

Depuis la fin de 1970, les grèves se sont multipliées, alarmant la bourgeoisie et les colonels "révolutionnaires"; entre décembre 1970 et février 71, il y eut dans le secteur minier plus de 1.5000,000hrs-homme de grève. La répercussion sur l'économie nationale a été si importante qu'en septembre le ministre de l'économie explique, en exposant la situation du pays, que les difficultés dans la balance commerciale étaient dues aux "grèves anti-patriotiques" menées par le prolétariat minier. La lutte s'étendit à d'autres mines et tout le secteur traversait une tension sociale particulière; le manque d'une direction politique correcte et la position du Gouvernement visant à favoriser la bourgeoisie impérialiste se sont conjugués pour que les résultats obtenus soient disproportionnés avec la force objective de la masse ouvrière des mines. En octobre 71, la situation arrive à son paroxysme, à la suite d'une grève décrétée par les syndicats d'une des mines exploitées par la bourgeoisie impérialiste, on assiste à un violent affrontement entre la police des "services spéciaux" et les travailleurs. Voyons le problème d'un peu plus près.

#### COBRIZA, LA CERRO CO, LA JUNTE MILITAIRE ET LA REPRESSION.

Le 26 octobre commença la grève générale décrétée par 15 des 17 syndicats de la Fédération des Travailleurs de la compagnie impérialiste "Cerro de Pasco Corporation". Cette grève est la réponse obligatoire des ouvriers après le refus de l'entreprise américaine d'accorder des augmentations de salaires et des améliorations des conditions de vie et de travail, qui étaient depuis longtemps exigées. Mais la lutte menée par les ouvriers de la Cerro n'avait pas d'objectifs purement revendicatifs, car parmi leurs exigences se trouvait mise en relief la lutte pour la nationalisation et l'étatisation des entreprises minières. Les conséquences de cette demande dépassaient le cadre de la Cerro elle-même et, explicitement, s'étendaient au reste du secteur minier.

Conséquence des contradictions existantes, et à la suite de la décision de continuer la grève, les tensions sociales s'accroissent rapidement. Les protagonistes de l'affrontement sont, d'un côté les ouvriers des mines et de l'autre, la compagnie américaine et le Gouvernement. Dans une tentative de rapide solution du conflit, le 5 novembre, les ministres du Travail et celui de l'Energie et des mines se rendent à Oroya (ville du centre du pays où se trouve la raffinerie de l'entreprise impérialiste). Leurs buts étaient de faire revenir les ouvriers sur la revendication de leurs droits; les moyens de "persuasion" avaient pour bases les prétendues difficultés économiques que traverserait la Cerro. Mais les ministres du "Gouvernement révolutionnaire" échouent du fait de la ferme et inébranlable position des travailleurs qui, en même temps, dénoncent la position de conciliation du Gouvernement face à la bourgeoisie impérialiste. Effectivement, la position du Gouvernement était prise en fonction des intérêts de l'impérialisme et contre le prolétariat péruvien.

---

Le même jour (5 novembre) ont lieu les premiers incidents à Cobriza, l'une des principales mines exploitées par la Cerro. Les raisons directes en sont les provocations de l'entreprise qui, en retirant toutes les machines lourdes et légères de la mine, menaçait de laisser sans travail un demi-millier d'ouvriers (auparavant elle avait fermé le siège carbonifère de Goyllaris quisga, causant une grave préoccupation aux travailleurs). Les ouvriers protestent auprès de la direction de la mine et pour ce fait sont violemment repris par la police qui fait quatre blessés graves. Devant cette collusion de la police du Gouvernement et de l'entreprise impérialiste, les mineurs s'emparent de trois fonctionnaires parmi lesquels se trouvait le directeur de la mine lui-même et ils exigent que l'on remette les machines en place et toutes les garanties pour évacuer leurs blessés.

Le 10 novembre ont lieu les funèbres événements qui ont attirés l'opinion publique nationale et internationale. Les forces de répression du Gouvernement Militaire s'en vont "récupérer" les fonctionnaires prisonniers et se lancent violemment contre les travailleurs perpétrant un véritable massacre, bilan: 29 morts. Par la suite le Gouvernement met la situation à profit pour étendre sa répression; effectivement, sous le couvert de la suspension des garanties constitutionnelles dans les trois départements où se trouvent les mines de la Cerro, le Gouvernement procède à de nombreuses arrestations de travailleurs et de dirigeants ainsi que de conseillers juridiques de la fédération syndicale. Parallèlement à cette répression, on attaque et on ferme les locaux syndicaux et de plus, on arrête la camarade Jacqueline Lobaton et le camarade Nique de la Punte, président de la fédération des Etudiants du Pérou.

#### LA GAUCHE PERUVIENNE ET LES EVENEMENTS DES MINES.

La grave situation créée par la grève des travailleurs de la Cerro Co; est le produit et la conséquence logique de la tenace et héroïque lutte qu'ils livrent depuis plusieurs dizaines d'années contre l'entreprise américaine et les gouvernements en place.

La gauche péruvienne, pour ce qui est fondamental, c'est à dire en tant que partie d'un programme et d'une ligne politique claires et correctes, a eu peu de choses à voir avec le déclenchement et la direction de ces événements. Cela ne signifie pas cependant, que certaines organisations n'aient pas été présentes en travaillant politiquement au côté de ce secteur combatif du prolétariat péruvien.

C'est une expérience de plus qui démontre, avec une grande clarté, notre faible capacité à diriger les luttes du prolétariat ou, autrement dit, nous voyons comment les luttes des masses exploitées dépassent largement les directions politiques des différentes organisations de la gauche péruvienne.

Pour sa part, le PC, continuant à appliquer rigoureusement ses thèses révisionnistes, appuie totalement le Gouvernement alors qu'au niveau des mots, il propose un "appui critique". A cette occasion, il a serré de nouveau les mains de ses chefs militaires pour faire reposer sur les "ultra-gauchistes antipatriotes" la responsabilité du déclanchement et de l'aggravation du conflit.

#### LA JUNTE MILITAIRE DE GOUVERNEMENT.

Les derniers événements des mines sont extrêmement riches en enseignements, ils nous rappellent une fois de plus le rôle inévitable des forces armées et leur nature réelle, aujourd'hui un peu cachée par quelques réformes et beaucoup de dénagogie.

D'un autre côté ils nous montrent avec clarté les objectifs de lutte du prolétariat minier, à savoir: la nationalisation des entreprises impérialistes. C'est cette aspiration des masses que nous devons recueillir, rationaliser et porter de nouveau aux masses en tant que partie de la ligne politique de ce secteur. Nous devons prendre en compte le fait qu'actuellement le prolétariat minier se donne des tâches d'ordre nationale, que les objectifs socialistes sont encore absents de leurs luttes propres.

Certaines organisations ont mis en avant le drapeau de la "nationalisation" considérant qu'en réalité le gouvernement "n'a aucune possibilité" de la mener à bien. Nous considérons que dans le cadre du plan réformiste qui découle de la ligne politique de la Junte et étant donné la croissante combativité du prolétariat minier, une nationalisation de l'entreprise américaine est une possibilité parfaitement réelle. D'autant plus réelle que c'est l'entreprise elle-même et le capital impérialiste en général, qui présentent des intérêts manifestes à se "débarrasser" d'une partie de l'ensemble des activités primaires. Avec ceci, nous ne prétendons pas que la Cerro "ne fait pas de bénéfices", elle en fait mais, par de différentes raisons, moins qu'auparavant.

Il semblerait que devant les événements des mines on ait traité le Gouvernement comme un bloc compact et homogène, dans ces conditions on voit difficilement comment on aurait pu mettre à profit les contradictions internes des Forces Armées. Nous devons exploiter ces contradictions, dont la solution adéquate, devra se faire au bénéfice du progrès du processus révolutionnaire.

Au sein du Gouvernement on peut distinguer l'existence de deux tendances principales, aussi bien par la forme spécifique de leur idéologie que par les types des réformes proposées. On pourrait qualifier l'une des tendances de bourgeoise "traditionnelle" et l'autre de bourgeoise "progressiste". Les différences les plus visibles entre les deux se situent au niveau de la pratique des réformes (leur type et surtout l'intensité de ces réformes). Aussi bien l'une que l'autre ont concrètement une pratique bourgeoise; le secteur progressiste, cependant, est assez imprégné de l'utopisme petit-bourgeois. Ils croient pouvoir en finir avec la lutte de classes sans en finir avec les classes sociales elles-mêmes et

avec les bases de leur perpétuation. Pour notre travail visant à nous lier aux masses nous devons adapter une position d'appui de certaines mesures qui, objectivement, apparaissent comme un des acquis de la lutte du prolétariat; nous devons attaquer violemment toutes les mesures anti-populaires; nous devons les mettre à profit et essayer d'accroître les contradictions internes de la Junte. Cobriza a été une expérience extrêmement instructive, utilisons la pratique des masses pour nous unir à elles.

LES DETENUS DE COBRIZA  
ONT ETE ENFERMES AU PENITENCIER DU "SEPA".

Après les graves événements que nous avons rapportés et qui ont coûté la vie à 29 travailleurs, le Gouvernement Militaire a, sans aucune preuve, emprisonné 40 personnes liées plus ou moins directement aux syndicats en grève. Les militaires ont choisi la tactique de distorsion des faits; chaque fois qu'un conflit social vient altérer la "paix sociale" qu'il semble tant souhaiter, il accuse systématiquement et de façon opportuniste des "éléments d'extrême gauche et d'extrême droite" d'en être les instigateurs directs. Le délit, démagogiquement imputé, aux "extremistes" est présenté comme un "sabotage de la révolution", voire trahison à la patrie". Parfois les calomnies des "colonels révolutionnaires" atteignent des limites insoupçonnées. Même lorsque les organisations révolutionnaires n'ont pas joué un rôle important (comme dans le cas de Cobriza), on les présente comme des instigatrices extrémistes du chaos. Cette tactique du Gouvernement, en dehors du fait de contribuer à cacher, devant l'opinion publique, le fond réel du problème (l'exploitation croissante de la classe ouvrière), a au moins deux objectifs. D'abord, elle cherche à isoler les organisations révolutionnaires de la base ouvrière (de manière paternaliste, elle dit aux masses ouvrières de "ne pas se laisser tromper par les extrémistes"). Et ensuite, elle cherche n'importe quel type d'argument pour justifier devant l'opinion publique, la répression directe contre les militants et les organisations révolutionnaires.

~~...~~ Des personnes emprisonnées après ces tristes événements... sont, dans leur presque totalité, des ouvriers dirigeants des mines et les avocats du syndicat, ainsi le médecin qui avait aidé à soigner les blessés. Ces faits sont tus par le Gouvernement et par la presse réactionnaire (quelle soit ou non contrôlée par les militaires). Il faut qu'on sache que le pénitencier du "Sepa" est situé en plein forêt amazonienne et que les

conditions de vie y sont inhumaines. C'est le lieu réservé aux délinquants les plus dangereux considérés comme "irrécupérables".

Il y a quelques jours à peine, nous avons reçu une lettre adressée par nos frères travailleurs prisonniers à El Sepa, au syndicat de la métallurgie de La Oroya ainsi qu'à la fédération des mineurs de Cerro. Nous avons pensé qu'il serait utile de publier quelques extraits de cette lettre qui servira de complément d'information. au sujet du massacre de Cobriza.

Penal del SEPA, le 29 décembre 1971

A nos frères ouvriers, mineurs et paysans....

".....nous voulons vous raconter dans cette lettre quelle est notre situation en réalité, car c'est vous les seuls qui pouvez nous comprendre....."

"....On nous a emprisonnés d'abord à Lima avec d'autres camarades mineurs et avec des droit communs. Nous y sommes restés trois jours sans boire ni manger, au secret, dormant sur le ciment gâlcial et dans une grande saleté. On nous interrogeait, en nous insultant et en nous traitant d'assassins. Dans la matinée de vendredi 12 novembre, on nous amèna à l'aéroport so us une forte escorte, menottes aux mains et les fusils pointés sur nous. A l'aéroport grand déploiement de militaires. On nous chargea dans un avion de fret, nous obligeant à nous asseoir par terre, la tête inclinée, recevant des coups de crosses et des menaces des gardes qui nous regardaient comme des chiens enragés.

A Jauja, un autre groupe des mineurs fut poussé dans l'avion et nous continuâmes vers le SEPA. Bien, vous pouvez vous imaginer ce qu'est ce camp. Pendant les premiers jours nous avons mangés une nourriture infâme, mais nous avions trop faim pour y protester. Mais au fur et à mesure que les jours passent, la vie devient plus difficile, surtout dans cette période de pluie; tout le camp est un bourbier et la chaleur humide nous tue lentement.

Des membres du Tribunal Militaire qui nous avaient accompagnés, nous ont interrogés et n'ont point admis aucune réclamation ni protestation. On a libéré un camarade, Fernandez, dont nous ne savons plus rien. Nous sommes accusés du crime d'avoir "attenté à la Force Armée" et d'avoir participé aux événements de Cobriza. Mais nous, de la Oroya nous n'avons pas du tout été à Cobriza. Nous avons tous appris du massacre par des camarades qui se trouvaient ici; cela nous a indigné de savoir que le Gouvernement a fait verser froidement tant de sang pour défendre les intérêts d'une entreprise étrangère..... Nous payons le "crime" de vouloir vivre comme des hommes et de vouloir gagner le pain de nos enfants.

Ici se trouve, avec nous, le Dr. Rojas, médecin de la mine de Cobriza. Il a été arrêté parce qu'il a tenté de sauver beaucoup de blessés ou malades, que les "grands" médecin de Chulec ne voulaient pas soigner par peur de leurs patrons.

"....49 jours ont passés, les abus contre nous augmentent tous les jours, à commencer par le fait qu'on nous a envoyé ici, à ce camp, qui n'est destiné qu'aux prisonniers de droit commun déjà jugés, alors que n'avons même pas paru devant un juge. Depuis le jour où nous avons été arrêtés, nous ne savons plus rien de nos familles et lorsque nous écoutons la radio officielle, la vie semble être rose dans notre pays. A Cobriza rien n'est passé.....Nous n'avions jamais pensé qu'un Gouvernement qui se dit révolutionnaire ferait pleurer les femmes et les enfants, emprisonnant leurs maris et leurs pères pour des délits qu'ils n'ont pas commis. Nous nous trouvons ici séquestrés, on nous traite pire que les droit commun.

"....Nous sommes sans un centime, avec les vieux vêtements sales que nous portons sur nous il y a un mois et demi; sans chaussures, car la boue et la pluie les ont détruites. Nous devons faire nos repas à part des droit commun..... Souvent nous ne mangeons rien. Il n'y a pas de sucre, ni sel, ni poivre. Nous sommes forcés d'aller chercher du bois dans la forêt et pour cela il faut traverser des rivières dans des petits canots. On risque chaque fois sa vie, parce que souvent les canots se renversent et ces rivières sont peuplées de piranhas.... Il y a des serpents dont la morsure est mortelle et des araignées géantes. Hier un prisonnier de droit commun a été mordu par un tel serpent et il se trouve entre la vie et la mort. Il n'y a pas de soins médicaux, pas de médecin et pas des médicaments. Avec ça il y a des épidémies de fièvres malignes et d'autres maladies. En ce moment nous souffrons tous de fièvre....

"....Mais nous avons confiance en vous, frères ouvriers et mineurs; pas pour nous sauver d'ici, mais pour continuer la lutte jusqu'au triomphe des pauvres et des exploités. Si on nous enferme ici.... c'est qu'on a peur de nous et certainement ils voudront nous tenir ici tout le temps qui leur convient, même si c'est contre les lois et la constitution. Ils espèrent nous voir plier. Mais cela... ils ne l'obtiendront jamais! Nous sommes tous malades... le Gouvernement veut nous tuer lentement, mais nous sommes sûres que même morts, notre combat continuera.

Voilà comment est notre situation et situation que le Gouvernement passe sous silence et de laquelle il est interdit de parler. Il y a encore des centaines d'autres ouvriers, paysans et mineurs qui souffrent avec nous les conséquences d'une répression cruelle, alors qu'il y a des délinquants en uniforme, avec cravate et voiture, qui déambulent librement, gaspillant l'argent du peuple et massacrant lâchement les hommes qui luttent pour la libération de leur patrie.....Nous allons continuer à lutter pour un véritable processus révolutionnaire.

A bientôt! nous attendons le jour où...une nouvelle année arrivera pour la classe exploitée et pauvre de notre patrie.

signent 61 détenus .....

LE GOUVERNEMENT OCCUPE LA  
COOPERATIVE DE TUNAN

MEMORANDUM

Le 31 janvier dernier, la Junta Militaire Gouvernemental occupait la Cooperative de Tunan, l'une des plus productives et des plus rentables cooperative de canne à sucre du pays. Cette occupation représente une forme de "blâme" que l'appareil d'Etat (ou l'occurrence le Bureau National de Développement Cooperatif - ONDCOP) réserve aux Cooperatives qui "ne satisfont pas" les engagements stipulés par la loi Général des Cooperatives et (ou) les décisions prises expressément par le Gouvernement en ce qui les concerne.

Par cette mesure; le Gouvernement prétend saper la progressive prise de conscience de classe et la radicalisation croissante acquises les dernières années par le prolétariat de Tunan à la chaleur de ses luttes revendicatives.

Les travailleurs ont eu se remettre du coup porté par le régime militaire, alors qu'en avril dernier, celui-ci repousait l'accord auquel étaient parvenus les travailleurs et qui appelait la mise en pratique d'une nouvelle division par catégories de l'ensemble du personnel de la cooperative et, par conséquent, d'une nouvelle échelle des salaires.

En fait les marges de manoeuvre de la légalité bourgeoise, délimitées par le gouvernement, sont si étroites qu'elles permettent au travailleur de prendre des décisions en faveur de sa classe et ceci, au sein des organisations gouvernementaux de la cooperative.

Cela vient du fait que la technocratie de la cooperative, même si elle ne représente qu'un petit nombre d'individus par rapport à l'ensemble des travailleurs, peut manoeuvrer de telle façon qu'elle détiend entre ses mains le pouvoir de décision et de contrôle suffisant pour perpétuer une situation de privilège. Toutefois, certaines conjonctures permettent l'utilisation de les marges d'action qui ne manquent pas de provoquer quelque réaction chez la bureaucratie parasitaire qui n'attend que ça. On l'a vu à Tunan.

Lors des événements d'avril 71, le gouvernement déclenchait une violente répression contre les travailleurs tout en les menaçant d'occupation s'ils s'entêtraient à sa leur position originale. C'est pourquoi la présente occupation n'a rien de nouveau, c'était une possibilité concrètement envisagée depuis plusieurs mois. A l'époque, l'occupation avait été présentée en des termes à la fois plus durs et plus clairs: on menaçait de convertir la cooperative en entreprise d'Etat.

"Termes plus clairs" car une telle mesure aurait ramené au tout premier plan et ce, aux yeux de tous, la contradiction entre les travailleurs et l'Etat. Aujourd'hui la contradiction "se cache", le

gouvernement s'étant pourvu de tout un appareil idéologique-juridique-administratif. Ainsi, l'Etat ne fait "son entrée" sur la scène qu'à l'occasion de certaines situations et c'est par le biais de la technobureaucratie de l'entreprise coopérative en coordination, avec celle de la OND COOP, qu'il manipule les mécanismes de la coopérative.

Il se protège ainsi contre les problèmes et les difficultés qui pourraient survenir, se gardant bien d'apparaître directement "engagé". Et quand il intervient, comme à Tuzan, c'est sous le prétexte d'enrayer le "complot" ourdi par "l'extrême gauche". D'après les militaires l'objectif de celle-ci serait créer le "chaos" au sein de la coopérative d'une part et l'échec de la "révolution péruvienne" d'autre part. Parce bien éloignée de la réalité. Prétendre ignorer les contradictions de classe qui sont à l'origine des luttes et ses affrontements au sein des coopératives, rejeter, pour ne pas avoir à assumer, toute la responsabilité de l'absence de la farouche "paix sociale", appelée à corps et à cris, revient à nier la prise de conscience des travailleurs en plein développement.

## II.- "COMLOT" D'EXTRÊME-GAUCHE OU VITALITÉ DU MOUVEMENT OUVRIER?

L'hebdomadaire péruvien OIGA, aujourd'hui organe officiel du Régime, affirmait avec insistance, quelques jours avant l'occupation gouvernementale à Tuzan, que l'APRA (Parti pro-impérialiste) et l'extrême-gauche (notamment le IIR) préparait un "complot" contre le régime. Dans sa lancée opportuniste, OIGA affirmait que le IIR et l'APRA se retrouveraient alliés contre la "révolution péruvienne" et que leurs intérêts "mesquins" (lire partisans) menaient la coopérative de Tuzan vers une crise économique. C'est ainsi que l'hebdomadaire petit-bourgeois sus-mentionné préparait le terrain - en accord avec le gouvernement - en vue de justifier l'intervention militaire, l'occupation du 31 Janvier, se solderait par la perte ou l'un de siens: l'administrateur de la succursale de la banque de la Nation à Tuzan se suicidait en apprenant la participation de l'OND COOP à l'occupation. Le gouvernement en est actuellement réduit à chercher une "tête de Turc" pour se débarrasser de cette situation qui, il n'y a pas l'ombre d'un doute, le compromet directement.

A Tuzan, comme dans toutes les entreprises agricoles, les travailleurs n'ont pas le droit de nommer personne, pas même le gérant, ce qui est une prérogative gouvernementale de plus. Ils ne peuvent que "proposer" un groupe de trois candidats, mais c'est le gouvernement qui décide. Le fait qu'en un an, quatre gérants aient été destitués et sept techniciens expulsés par les travailleurs démontre clairement qu'ils savent fort bien, si on leur propose dépasser les "limites" que le gouvernement cherche à leur imposer - mécontents des gérants nommés par le gouvernement, les travailleurs gardaient patience et décidaient, le 2 Décembre 71 d'en finir avec

Le paternalisme du régime en nommant directement, au cours d'une assemblée de délégués, le gérant de la coopérative- se sentant débordé, le gouvernement mit sur pied son projet d'occupation. Il laissa s'écouler un laps de temps, mettant cette période à profit pour accumuler une série de charges légales contre le nouveau gérant et les "agitateurs" (lire dirigeants et conseillers des organisations ouvrières)- Ainsi, il tenait des prétextes en vue de justifier l'occupation dont les mobiles apparaissent clairement comme politiques plutôt qu'économiques et ce, en dépit des démentis gouvernementaux-

### III.- JUSTIFICATION DE L'OCCUPATION GOUVERNAMENTALE

Deux mois après la nomination du nouveau gérant, le gouvernement décidait d'occuper la coopérative de Tunan pour "régler ses comptes" avec les travailleurs. Un communiqué de l'ONDECOOP était publié par tous les journaux à grand tirage du pays en vue d'informer l'opinion publique des motifs de l'occupation. Voici les termes du communiqué: "un petit groupe de travailleurs à la solde des intérêts économiques et politiques de l'extrême gauche, a provoqué à Tunan une situation de type subversif avec pour conséquences le chaos administratif et le désordre social..." et pour corollaire cynisme: "... les travailleurs conscients de Tunan ont exigé du Gouvernement Révolutionnaire qu'il mette un terme à cette lamentable situation..." On voit comment le Gouvernement cherchait à faire croire que ce sont les propres travailleurs qui l'avait poussé à intervenir: Il n'aurait fait que "se plier" à la volonté populaire.

On est loin de la vérité. Le Gouvernement prend bien soin de cacher qui et combien sont les "travailleurs conscients". Mais nous sommes là pour réparer cet "oubli".

En fait de "...petit groupe au service des intérêts politiques et économiques "... de l'Etat, seules huit personnes ont servilement réclamer l'occupation gouvernementale, si l'on en croit les propres déclarations du Général Molina (Chef du "Système de Fiscalisation et d'orientations des coopératives Agricoles"). De plus, précisons que les huit "travailleurs conscients" font partie des 22 délégués nommés par le gouvernement, et ce sur un total de 120 personnes qui composent l'Assemblée Générale de Délégués, soit 036% des 2168 membres de la coopérative- (sont exclus les travailleurs "temporaires" qui légalement parlant ne sont pas membres de la coopérative). Les arguments du communiqué gouvernemental (passant par l'ONDECOOP) s'effondrent devant ces simples données, de même que nous est crument révélée la démagogie dont fait preuve Molina

l'orsqu'il dit: "Le Gouvernement agit avant tout pour le bien des grandes majorités, et il tient compte des désirs et des aspirations (sic) de la classe ouvrière du pays".

### IV.- LES EVENEMENTS SE RATTACHANT A L'OCCUPATION.

Le 31 Janvier, jour de l'occupation, à trois heures du matin

des centaines de représentants de la Garde Civile, de la Police de choc et de la Sécurité de l'Etat (simultanément arrivaient les fonctionnaires gouvernementaux) tous en provenance de Lima, occupaient la Cooperative de Tuman. La répression s'abattait immédiatement: 29 travailleurs étaient arrêtés, deux avocats-conseils étaient transférés à Lima où ils devaient être interrogés. Les fonctionnaires nonobstant les organes de direction de la coopérative, remuaient ciel et terre, désespérant de trouver dans la paperasserie des preuves contre les travailleurs.

Avec un cynisme digne d'intérêt, le Général Molina déclarait que malgré l'occupation gouvernementale".les organes de direction de la cooperative continueront d'exercer leur fonctions, mais (!! ) sous la stricte fiscalisation des occupants (tout-puissants)".

L'Occupation consommée, le Gouvernement pensait contrôler la situation. Mais l'arrestation des ouvriers et de leurs dirigeants qui touchait non seulement Tuman, mais aussi Pomalca, Pucala et Cayalti, déclencha une vague d'indignation chez les travailleurs des Cooperatives. Soutenant leurs camarades de Tuman, ils comprirent que l'intervention de l'Etat les menaçait eux aussi qui affrontaient les mêmes problèmes. Malgré les manœuvres d'intimidation, le vendredi 4 Février, les travailleurs de Cayalti étaient les premiers à se déclarer en grève, par solidarité avec les ouvriers de Tuman. De plus, Ils exigeaient la satisfaction d'une série de revendications. Le lundi 7, les employés brisaient la grève. Mais les ouvriers agricoles et non agricoles ne se dénoublaient pas. Le jour suivant, à Tuman, une grève illimitée était déclenchée, malgré la présence de centaines de policiers- les ouvriers exigeaient la libération de leur dirigeants et de tous les travailleurs arrêtés, ainsi que le retrait des forces de police. Il est significatif de constater que l'inexistence de syndicat à Tuman n'a nullement empêché les ouvriers de mener à bien leur grève. C'est là une preuve de plus: il ne s'agit pas de simples "agitateurs" (comme le prétend le gouvernement) mais du prolétariat qui livre une lutte contre le pouvoir du régime tout en renforçant sa conscience politique.

Malgré l'important contrôle des forces policières et l'absence de leurs dirigeants les ouvriers ont su démontrer leur capacité d'organisation et leur volonté de combat. Au terme de plusieurs jours de pressions et de manœuvres gouvernementales et compte tenu de leur faiblesse organisationnelle, les ouvriers décidaient de cesser la grève, sans avoir obtenu la satisfaction de leurs revendications. L'intervention du gouvernement durera trois mois, avec la possibilité d'être prolongée.

#### V.- QUELQUES REPERCUSSIONS ET CONSEQUENCES IMMEDIATES DE LA LUTTE DU PROLETARIAT

Les divers problèmes existants, aussi bien sociaux, économiques que politiques, ne sont pas l'apanage des coopératives citées.

man", le Général Molina s'empressa de "jauger la tension" dans les Cooperatives de Cartavio, Iaredo et Casagrande. Tout ceci dans le but "manifeste" de détecter et enrayer tout possible nouveau "complot" de "l'extrême gauche".

L'une de conséquences les plus importantes de la lutte du prolétariat de Tunan et des autres Cooperatives agricoles a été d'obliger le régime militaire à donner une plus grande participation aux travailleurs. En effet, il y a quelques semaines de cela, le Gouvernement promulgait un décret-loi donnant aux travailleurs le droit d'élire directement les membres des organes de direction de la Cooperative.

Nous pouvons évidemment affirmer que le succès partiel qui découle de la lutte du prolétariat agricole résoudra ses problèmes fondamentaux (qui restent à l'ordre du jour) ou affaiblira sa combattivité; nous affirmons au contraire que pas plus les occupations que les fiscalisations ou encore les mensonges inventés de toutes pièces par la JMG ne pourront freiner la lutte acharnée pour en finir avec l'irruption arbitraire du régime et lui arracher le contrôle des cooperatives.

Toutefois, nous soulignons qu'une telle conquête ne s'obtiendra pas dans la société capitaliste actuelle, mais dans une société socialiste avec, le prolétariat au pouvoir.

#### NOUVELLES BREVES

##### Invasion des terres en Carhuaz

Les paysans de diverses communautés de la province de Carhuaz, ont commencé des invasions de latifundias à cause de la négative de la bureaucratie d'Etat pour appliquer la réforme agraire. Dans toute la vallée il n'y a pas d'octroi de terre "à ceux qui la travaillent", comme l'avait "promis" le Gouvernement. Celui-ci a réagit, face aux invasions, en disant que: les paysans qu'en feraient perdre automatiquement leurs droits et seront soumis à la "justice".

##### Mobilisation paysanne au Cuzco

Après avoir dénoncé les abus de la zone, la Fédération Paysanne accorda faire une Grande Marche de Protestation vers Cuzco. Le 14 janvier, 300 paysans aboutissent en trompant le cordon de police, la répression et l'intimidation. Entre autres choses, les paysans demandent: "Elevée participation et direction paysanne, en moyenent leurs organisation des classes, dans l'exécution de la réforme agraire.

Ils sont les mêmes dans toutes les coopératives de canne à sucre particulièrement dans celles de Lambayeque et La Libertad car elles subissent toutes la même loi, les mêmes arrêtés Légaux à savoir: La Loi Générale des Cooperatives, Le règlement Général des Cooperatives agricoles; le règlement général des élections et autres résolutions express. Ces dispositions permettent légalement entre autres choses:

- 1) La possibilité pour l'Etat d'intervenir dans les coopératives et ce, d'autant plus facilement qu'il peut grâce à la "fiscalisation" décider de la politique économique ainsi que du reste des affaires intérieures de la coopérative.
- 2) La disparition de l'Assemblée Générale de Délégués dont la plupart sont nommés suivant le bon plaisir du gouvernement.
- 3) Que dans les autres organismes gouvernementaux (conseil d'administration, conseil de surveillance, et comités spécialisés), les techniciens et les employés aient la majorité par rapport aux ouvriers.
- 4) Que les ouvriers membres des trois organismes mentionnés dans le point précédent soient nommés par les délégués des travailleurs plutôt que directement par eux.
- 5) Qu'il n'existe pas de Libertés politiques pour l'élection des délégués et que la campagne électorale ne puisse se faire qu'au travers de l'ONDECOOP, sans que les dirigeants politiques et syndicaux aient le droit d'y participer.
- 6) Que les techniciens bénéficient de salaires énormes par rapport à ceux des ouvriers et jouissent d'une série d'avantages et de facilités.
- 7) Que les travailleurs abandonnent à l'Etat le soin de fixer le prix de la propriété et sans le moindre contrôle, (la somme sera versée aux précédents propriétaires comme le stipule le contrat d'achat et de vente)

Dans ce contexte, le moindre règlement doit être soumis, autorisé et approuvé pour le gouvernement. Il devient alors pour le moins bizarre et équivoque d'orienter la lutte vers "l'exigence de l'application des status" comme le fait le Parti Ouvrier Marxiste Révolutionnaire (PORM) (voir "REVOLUTION PROLETARIENNE" n°3). C'est ce qu'on a pu constater après la grève de la Coopérative de Cartavio qui eut lieu entre le 14 et le 17 Novembre 1971. C'est une chose de voir la technocratie, fouler au pied ses propres règlements selon le jeu de ses intérêts (ce qu'il convient de dénoncer autant que fer de lance de lutte contre cette technocratie), mais c'est tout autre chose que de proposer la sujétion à l'ensemble des ouvriers à l'égard de ces status qui ne sont nullement l'expression de leurs intérêts de classe, et qui n'ont jamais été approuvés par eux. Si le PORM ne revient pas sur cette politique erronée, s'il la généralise, il peut finir "voiture balai" du régime militaire.

Comme on pouvait prévoir que les coopératives agricoles du département de la Libertad suivraient "le mauvais exemple de Tu-

# position du MIR face à la situation politique actuelle

Face aux événements récemment survenus au Pérou, le Mouvement de la Gauche Révolutionnaire (M.I.R.) prend position:

Derrière toute une série de promesses démagogiques, de lois et d'accords internationaux, nous constatons une recrudescence de la répression des luttes populaires; nous constatons une aggravation des contradictions qui opposent le prolétariat et les autres classes exploitées au régime des militaires et à l'impérialisme.

Les provocations et les manoeuvres de l'entreprise américaine "Cerro de Pasco Corporation" destinées à empêcher toute solution aux revendications justifiées des mineurs ont bénéficié de l'appui de la Junte Militaire. Cet appui s'est manifesté par la répression violente des travailleurs (grâce au bataillon tristement connu des "sinchis", spécialistes de la guerre antisubversive), l'assassinat de 25 mineurs de Cobriza (1), l'enfermement de nouveaux ouvriers, la "disparition" de certains, l'envoi d'autres au SEPA (2), la mise sous verrous de leur avocat, Genaro LEDESMA IZQUIETA, de la secrétaire générale du Comité de Défense des Droits de l'homme (CODDEH): Jacqueline LOBATON et d'un médecin de La Oroya (1)

Par ce massacre, la Junte militaire consolide ses liens de dépendance envers les monopoles impérialistes yankees incrustés dans les régions minières péruviennes; garantit et

défend, par les balles et le sang, par la souffrance et la misère, les intérêts de leurs investissements dans le secteur.

Par ce massacre et par les méthodes de persécution employées par les forces répressives, nous constatons une nette orientation de méthodes et attitudes de type fasciste. Cette brutale et sanglante répression militaire est la continuation des massacres de Huanta, Ayacucho, Cajamarca, Huancayo, etc... qui, sans l'ombre d'un doute, reflètent un processus, une tendance fascisante du régime. Ces caractéristiques se montrent au grand jour au moment même où s'aggravent les contradictions entre le peuple et les intérêts imperialistes. Et le même jour où le gouvernement accentue la répression en suspendant les garanties civiques dans 3 départements du pays (Huancavelica, Junin, Cerro de Pasco) et dans la province de Huarochiri, le ministre des Transports et Télécommunications annonce, non sans ironie et en grande pompe la "révolutionnaire" Loi Générale des Télécommunications.

#### LA LOI DES TELECOMMUNICATIONS ET LE SYSTEME CAPITALISTE

Avant la parution de cette loi, un débat s'ouvre sur les modalités de la participation de l'état au contrôle des moyens de communications. Certains craignent que l'Etat étatisse tout le réseau des télécommunications... Mais dans ce grand tumulte, la montagne accouche d'une souris: l'Etat ne fait que partager la propriété de la Radio et de la T.V.

Le général Meza Cuadra (3) lui-même, dans son message du 9 Novembre 1971 déclare: "Cette loi ne cherche pas l'élimination de la propriété privée, comme on l'a dit, mais elle l'associe à l'Etat".

Quant aux travailleurs, la loi les place dans l'archiconnue "Communauté", quasiment identique aux communautés des secteurs de la pêche, de l'Industrie et des Mines dont on a vu jusqu'à présent et dont on verra plus tard qu'elles ne bénéficient en rien aux ouvriers. Cette loi spécifie clairement que l'ouvrier n'aura aucune participation à la propriété de l'entreprise. Cela signifie que le contrôle de la propriété du réseau de télécommunications reste aux mains de l'Etat et du secteur privé.

Cette coparticipation de l'Etat et du secteur privé au contrôle de la propriété de la radio et de la Télévision, sous forme d'entreprises mixtes ou associées, est du même type que celle qui a été instaurée dans les secteurs de productions minières et industrielles.

Il n'est d'aveugle que celui qui ne veut pas voir: il est certain que, dans quelques secteurs de service et même de production, l'Etat crée des entreprises mixtes capi-

talistes, mais en fait, l'ensemble de l'appareil économique de production reste aux mains des monopoles impérialistes - non seulement yankees mais aussi européens et japonais (spécialement dans les secteurs miniers et industriels où l'Etat recherche et stimule le capital étranger.

#### ETAT ET MOYENS DE COMMUNICATIONS

Pour assurer sa consolidation momentanée au pouvoir, le régime des militaires a un besoin impératif d'un plus grand contrôle des moyens de communications. Il a déjà entre les mains les journaux "La Nueva Cronica" et "Expreso" (4). Il prend maintenant une grande participation dans la télévision (jusqu'à 51 % des actions) et dans plusieurs radios. Il est évident que le contenu politique des messages du gouvernement touche désormais une proportion plus élevée de la population.

Le régime des militaires a ainsi davantage de possibilités de déformer et même d'"oublier" la réalité selon ses intérêts. Nous venons de constater comment, lors de la massacre de Cobriza, le régime a caché sa responsabilité et son alliance avec l'entreprise Cerro de Pasco, déformant les causes du conflit et accusant les "gauchistes d'en être les coupables": A travers de ces communiqués il est facile de se rendre compte que le gouvernement défend l'entreprise impérialiste.

Face à l'aggravation des contradictions sociales, nous demandons: qu'elle est l'attitude du régime? Nous autres militants du M.I.R., nous répondons c'est sans aucun doute la répression des masses populaires - comme on a pu le constater à travers son action contre les instituteurs, les paysans, les étudiants, et, récemment, contre les mineurs; c'est pourquoi le régime a besoin de contrôler la radio et la télévision pour mieux voiler les faits aux yeux du peuple péruvien.

Personne ne peut nier la politique répressive du régime des militaires contre les travailleurs en lutte contre les propriétaires des moyens de production, spécialement dans les secteurs miniers et industriels où prédominent les intérêts étrangers. Le processus de glissement vers la droite s'accéléralant, le contrôle de la presse, de la radio, et de la télévision est un moyen d'attaquer toujours davantage les intérêts fondamentaux des masses.

Ce contrôle de la radio et de la télévision outre celui de la "Cronica" et de l'"Expreso" est également utilisé par le gouvernement pour manipuler les masses et tenter de créer sa propre base sociale, sous son propre contrôle. Comme on le sait, le projet de Mobilisation Sociale a été mis en exé-

cution qui -avec le concours d'une équipe bien garnie d'opportunistes de toutes espèces, grossièrement payés- prétend mobiliser les masses en faveur du régime grâce au prétendu "transfert des pouvoirs". Pourtant, nous constatons que toutes les mobilisations sociales réelles réclamant des droits essentiels sont impunément réprimées, attaquées, et criblées de balles par la Junte Militaire.

Des accords peuvent surgir entre les entreprises étrangères et l'Etat sur la part des actions contrôlées par ce dernier, ou sur les types de programme à développer. Mais il ne peut exister de désaccords entre l'Etat et les capitalistes quand il s'agit de se donner la main pour attaquer les ouvriers et les masses populaires. Ce phénomène se constate dans toutes les sociétés capitalistes contemporaines et en particulier au Pérou, récemment, face aux luttes des mineurs dont nous avons vu le tragique et atroce bilan.

En outre, cette loi permet la publicité des grandes entreprises capitalistes. Elle est réglementée mais non supprimée. La raison en est simple: le Gouvernement ne peut supprimer la propagande des entreprises capitalistes incrustées chez nous puisqu'il recherche et stimule leur installation; En réalité, la seule modification qu'apporte la loi est d'exiger que les acteurs de la propagande capitaliste soient péruviens et que le montage se fasse au Pérou-exemple de la Coca-Cola-; mais les valeurs idéologiques de la publicité sont conservées grâce à la concurrence au sein du système capitaliste.

Pour le prolétariat et les classes opprimées, le problème fondamental est celui du pouvoir. Actuellement les classes exploitées ne se trouvent pas au pouvoir. Les accords entre le gouvernement et les entreprises privées se réalisent en marge du peuple. L'orientation et le contenu politique de ces accords qui sont et seront passés défendent la classe qui se trouve au pouvoir. Or nous savons qu'actuellement le pouvoir n'est pas aux mains du prolétariat.

Soulement lorsque le prolétariat et les classes opprimées seront au pouvoir, les moyens de communications serviront les intérêts de la majorité. Nous ne prenons pas la défense du secteur privé ni du Gouvernement Militaire qui réprime les travailleurs. Nous ne défendons pas, ni ne défendons jamais, la pseudo-liberté de presse étouffée sous le contrôle du capital privé allié au Gouvernement, ni même la pseudo-liberté bafouée par le contrôle total du Gouvernement de certains moyens de communications. Selon nous, militants marxistes, du point de vue des intérêts de notre classe, le problème fondamental est celui du pouvoir. Quand nous serons au pouvoir, nous ne formerons pas des "entreprises mixtes", nous ne laisserons pas la propagande capitaliste même avec la farce de la réglementation, nous ne cache-

rons ni déformerons les faits attaquant les intérêts du peuple. Les moyens de communications seront utilisés pour développer une conscience authentiquement socialiste, anti-impérialiste et révolutionnaire et impulser la véritable libération de l'homme par un sens authentique de justice.

#### LA REUNION DES 77

Il est faux de penser que la libération du prolétariat et des autres classes opprimées du monde capitaliste se réalisera par des réunions aux longs discours enflammés et aux attaques -seulement en paroles- contre l'impérialisme; au contraire, ces réunions se terminent toujours en jérémiades et demandes auprès des propres forces répressives pour que diminue l'opposition. La seule conséquence réelle est qu'on nous exploite mieux et avec plus de subtilité.

L'erreur principale est de considérer la domination comme un phénomène externe et de ne pas prendre en compte le fait que, dans tout pays du monde capitaliste, il existe des forces bien précises qui favorisent la pénétration impérialiste. La réunion des 77 était composée de délégués des gouvernements de nombreux pays d'Afrique, Asie et Amérique Latine. La majorité de ces gouvernements sont bourgeois, mis à part quelques uns d'orientation socialiste dont nous expliquerons la venue dans un autre document, qui, dans leur propre pays, répriment de manière antipopulaire les forces prolétaires et révolutionnaires qui se lèvent contre les entreprises étrangères et l'impérialisme dans son ensemble.

Il y a donc un double visage chez la majorité des représentants des pays assistant à la réunion des 77 à Lima: ils disent rejeter le colonialisme et le néocolonialisme ainsi que leur marginalisation du règlement de certains problèmes mondiaux ( commerciaux, monétaires...); cependant la majorité de ces gouvernements bourgeois stimulent, dans leur propre pays, le colonialisme ou les nouvelles formes de pénétration impérialistes en livrant les secteurs les plus rentables de leur propre économie (Cuajone, par exemple au Pérou). La majorité de ces gouvernements maintient la base fondamentale du système capitaliste: la propriété privée des moyens de production -y compris les entreprises mixtes et les entreprises d'Etat de type capitaliste-. Et il est faux qu'ils soient mis en marche sur le plan économique. La plupart de ces pays sont intégrés au système capitaliste impérialiste mondial en qualité de pays dominés et dépendants.

Le Programme d'Action du Document de Lima, reflète la nature de classe de la majorité des gouvernements qui, par le jeu de leurs représentants, ont pris la responsabilité de son orientation principale en signant ce document. Les positions qui s'affirment correspondent seulement à une ten-

tative d'amélioration des termes de la dépendance mais en aucun cas de la suppression de la domination impérialiste. Par exemple, ils demandent: "un plus grand apport de ressources financières et dans des conditions plus favorables" et également "des prix stables équitatifs et rémunérateurs pour les produits de base".

Nous le répétons encore, pour nous militants du M.I.R, le problème de fond, le principal, est le problème de la classe qui détient le pouvoir dans la majorité de nos pays et que quel mode de production il essaie d'implanter ou de développer.

Nous croyons que seules les classes opprimées sous la direction du prolétariat pourront en terminer avec la pénétration impérialiste dans nos pays, et pourront construire leurs propres modèles de socialisme véritable et non un pot-pourri idéologique ("ni capitalisme ni socialisme") qui entrave notre développement intégral; mais pour cela, il nous faut d'abord prendre le pouvoir.

Nous voyons déjà comment les formules hybrides; le style des entreprises mixtes, etc... servent uniquement à masquer les nouvelles formes de pénétration impérialiste. Nous constatons également comment dans la majorité de nos pays, s'effectue une nouvelle division internationale du travail, où certains secteurs de production ou de service passent sous contrôle de l'Etat et d'autres, plus rentables, les pôles clés de l'économie, restent au pouvoir impérialiste.

La découverte de gisements de pétrole, a fait bondir de joie le Ministre de l'Energie et des Mines et le Président de la Pétroperu, c'est vrai; mais sans doute le bond le plus spectaculaire, a été fait par Peter Ingran Walters, Directeur Régional pour l'Hémisphère Occidental de la "British Petroleum Co.", qui a signé un accord pour la prospection et l'exploitation du pétrole dans la zone de la Jungle.

Après cette découverte, les principaux monopoles impérialistes se sont empressés d'ancrer l'opinion internationale en exigeant de plus amples informations... L'entreprise japonaise Tokoku veut se charger de la construction d'un oléoduc et, selon les dires du président exécutif de Pétro-Péru, très prochainement vont se concrétiser 3 nouveaux contrats pour l'exploration et exploitation du pétrole; il nous apprend également qu'il existe actuellement 10 entreprises intéressées pour investir dans ce secteur.

Tous ces monopoles impérialistes s'efforcent d'arracher les contrats, évidemment pas par bonne volonté; ils sont attirés fondamentalement par les copieux bénéfices qu'ils pourront obtenir de l'exploitation pétrolifère.

Et le "Modèle Péruvien" (c'est la formule proposée par le gouvernement pour les contrats, qui stipulent, comme condition, qu'il paiera au maximum 50% de la production à venir)

est attrayant pour les firmes impérialistes. Il y a quelques temps, des contrats ont été passés avec les compagnies américaines Occidental Petroleum Co. et le monopole formé par la Teneco Oil Co. et la Union Co.

En ce qui concerne les nouvelles richesses découvertes, L'Etat s'est déjà engagé avec la firme impérialiste British Petroleum Co, pour une concession qui ne dure rien moins que 30 ans, et qui accorde 50% des bénéfices à l'entreprise...Le reste va à l'Etat et une réversion des surfaces exploitées est prévue dans un laps de 4 à 7 ans.

Ces entreprises capitalistes impérialistes ne s'engagent généralement dans ce genre d'affaire qu'avec la pleine certitude d'en retirer des gains substantiels.

Et en l'occurrence, c'est le cas!!!

PREPARONS NOUS  
CAMARADES!

Les événements économiques et politiques se succèdent aujourd'hui à un rythme accéléré, alors que les forces bourgeoises développent leurs attaques contre la gauche révolutionnaire.

Au moment même où la répression contre le peuple s'amplifie, comme le témoignent les déportations d'instituteurs ( Pedro Armacanqui, Sanchez et d'autres encore), de dirigeants de la Gauche: Hugo Blanco, Rolando Brena, etc... les rapt de mineurs par la police, et l'arrestation de Genaro Ledesma Izquieta, J. de Lobaton, nous nous voyons plus que jamais devant la nécessité de consolider nos forces révolutionnaires et de démasquer la politique répressive de la Junte Militaire.

Toute la dénagogie entourant la loi de Télécommunications la réunion du groupe des 77 à Lima, les accords avec la British Petroleum Co. après la découverte de l'or noir", ne pourra faire oublier aux masses les difficiles conditions de vie qui sont les siennes: la misère continue de croître, l'analfabétisme n'est pas déraciné; et ce ne sont pas les lois réformistes bourgeoises qui pourront améliorer un tant soit peu la population.

Développer cette lutte pour une alternative socialiste est une question cruciale. L'expulsion des entreprises impérialistes est une nécessité historique. La prise du pouvoir par la violence armée est une profonde réalité. Mais tout cela nécessite un renforcement de nos luttes dans tous les secteurs où nous nous trouvons, montrant la voie aux masses et développant les capacités de violence nécessaires la prise du pouvoir. Nous connaissons toutes les difficultés de pareils objectifs et nous savons qu'ils ne pourront être atteints du jour au lendemain, mais l'Histoire nous appelle, la

lutte nous attend.

Assez de tromperies, assez de mensonges!

Luttons pour la prise du pouvoir! Luttons pour l'expulsion des monopoles impérialistes! Contre le réformisme bourgeois: !Pour le Socialisme! La Patrie ou la Mort! Nous vaincrons!

COMITE CENTRAL DU M.I.R.

#### LES NOUVEAUX CONTRATS PETROLIERS DU GOUVERNEMENT

"The New York Times" informe, le 23 janvier, qu'au cours des années 70 les monopoles pétroliers investiront pas moins de 1000 millions de dollars dans l'exploitation et l'exploration des riches gisements péruviens situés dans l'Anazone. Le contenu du NYT est la suite d'autres contrats passés ces temps derniers, par le Gouvernement péruvien avec onze monopoles nord-américains, couvrant plus de 70 mille kilomètres carrés et pour une période de 35 ans.

Les entreprises impérialistes "partenaires" du Gouvernement sont les suivantes: Teneco Incorporated-Union Oil, Occidental Pétroleum, British Pétroleum, Atlantic Richfield (Arco), Getty Oil-Pan Ocean-Transworld Peru Pétroleum, Phillips Pétroleum, Amoco Peru Pétroleum et Compagnie Pecten du Peru (Shell-Pecten). Chaque contrat suppose un investissement minimum de 40 millions de dollars.

Ces contrats faits sur le "modèle péruvien" se présentent dans la forme de prestations de services pour la prospection, exploration et exploitation des zones de Petroperu (entreprise d'état). Le paiement est fait avec un pourcentage (entre le 46% et le 50%) de la production totale. Ainsi, le système traditionnel de concessions est changé par des contrats d'opération. On ne paye pas par les services aux entreprises, mais on leur donne un pourcentage fixe de la production.

Le plus grave de l'affaire est que le Gouvernement octroie, à l'impérialisme, le contrôle stratégique de la majeure partie des gisements pétroliers de l'Amazonie.

Nous considérons que ces contrats signés avec les monopoles impérialistes sont un pas "entreguista" allant contre l'intérêt national. Le "modèle péruvien" sert pour octroyer nos riches gisements pétroliers aux pulpes impérialistes.

(publié dans le numéro 60 de "Voix Rebelle", organe officiel du MIR. 9 février 1972)

## S O M M A I R E

1. Présentation ..... 1
2. Introduction ..... 8
3. Déclaration Politique  
du MIR (1971) ..... 10
4. CHILI: le MIR, les  
masses et la révolution ..... 36
5. COBRIZA: lutte des clas-  
ses et répression ..... 39
6. Lettre des mineurs dete-  
nus dans le Sepa ..... 44
7. Le Gouvernement intervient  
la coopérative de Tuman ..... 47
8. Position du MIR face à la  
situation politique actuelle ..... 53
9. Les nouveaux contrats pétro-  
liers du Gouvernement ..... 60